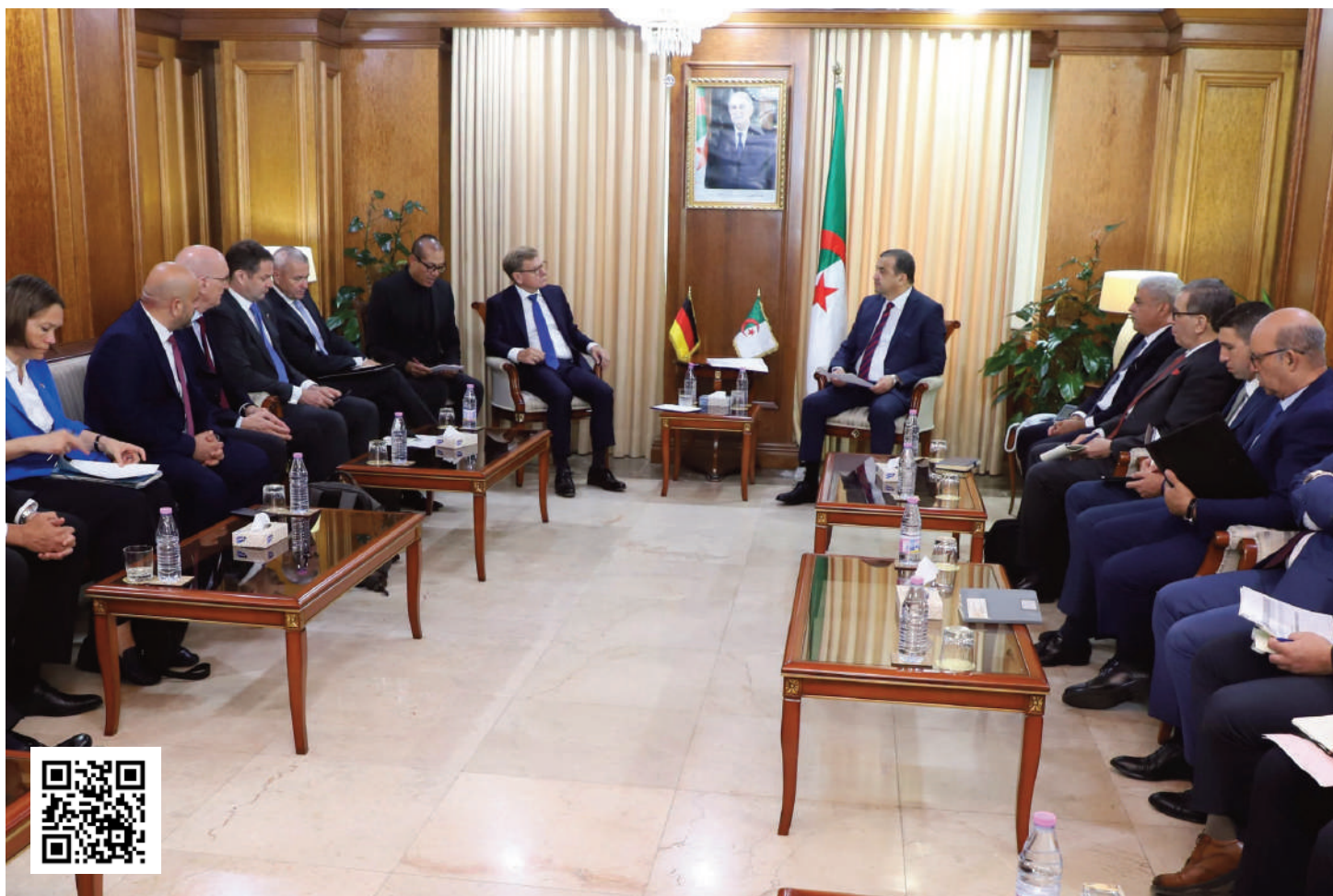


HYDROCARBURES, HYDROGÈNE ET TECHNOLOGIES

Alger et Berlin renforcent leur partenariat

Le partenariat énergétique entre l'Algérie et l'Allemagne s'élargit à de nouveaux domaines de coopération. Si les hydrocarbures demeurent au cœur des relations entre Alger et Berlin, les discussions engagées hier entre le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le ministre fédéral allemand des Affaires étrangères, Johann Wadephul, ont porté sur un éventail de secteurs associant industrie, technologies, formation et nouvelles filières énergétiques. P 3

- **Le ministre des AE allemand, Johann Wadephul, l'a souligné à Alger : «Nous voyons un grand potentiel pour approfondir nos relations»**



COMMERCE INTRA- AFRICAIN

L'Algérie, vitrine de l'intégration continentale

Alors que les échanges de marchandises du continent ont atteint environ 1 500 milliards de dollars en 2025, le commerce entre pays africains ne représente encore que 213,8 milliards de dollars. Selon Afreximbank, quelque 77 milliards de dollars d'exportations intra-africaines restent inexploités, soit près de 40 % de la valeur actuelle des échanges entre les économies du continent. Dans cette équation, l'Algérie, forte de sa position géographique, de ses capacités industrielles et de son potentiel énergétique, entend se positionner comme l'un des relais de cette intégration commerciale.

P 2

GOUVERNEMENT

Le Président Tebboune procède à un remaniement ministériel partiel

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, a procédé hier, après consultation du Premier ministre, à un remaniement ministériel partiel.

P 16

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Saïdal accélère son offensive sur le marché nigérien

Le groupe pharmaceutique public Saïdal entend renforcer sa coopération avec le Niger et contribuer au développement de son industrie pharmaceutique. C'est dans cette perspective que son directeur général, M. Younes Bouarara, a reçu, hier à Alger, l'ambassadeur du Niger en Algérie, M. Aminou Malam Manzo.

P 3

SALON LEAP 2026 EN ARABIE SAOUDITE
**L'innovation et
l'entrepreneuriat algériens
à l'honneur** P 2

DÉCLARATION DE LA PRODUCTION
**Le ministère de l'industrie
prolonge le délai jusqu'au
15 septembre** P 4

JIJEL
**Efforts intenses
pour le retour à la normale
dans les zones touchées
par les incendies** P 6

TRAVAUX PUBLICS
Le portail
numérique du
secteur se dote de
nouveaux services
au profit des
entreprises et des
bureaux d'études

Le portail numérique du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base s'est doté, à compter de ce mardi, de nouveaux services relatifs au dépôt des dossiers concernant la qualification et la classification professionnelles des entreprises de réalisation, ainsi qu'à l'agrément des bureaux d'études privés, indique un communiqué du ministère. Cette importante réalisation dans le processus de numérisation du secteur a été annoncée lors d'une réunion de travail consacrée au suivi de ce processus, présidée mardi au siège du ministère par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, dans le cadre de la modernisation de l'administration et des services fournis. Le portail des services numériques permet aux opérateurs de déposer leurs dossiers et de suivre à distance les différentes étapes et procédures de leur traitement, sans avoir à se déplacer à l'administration centrale ou aux directions des Travaux publics des wilayas, ce qui contribue à simplifier les procédures, à réduire les délais de traitement et à améliorer la qualité du service fourni, lit-on dans le communiqué. Dans ce cadre, le premier responsable du secteur a mis l'accent sur l'importance de parachever cette étape du processus de numérisation, "de manière à garantir l'amélioration de la performance administrative, à faciliter les services au profit des bureaux d'études et des entreprises de réalisation, à renforcer l'efficacité et la transparence de la gestion, et à améliorer les mécanismes de suivi et de traitement des dossiers, en vue de répondre aux exigences de la modernisation et de la transformation numérique et de hisser le niveau du service public, en coordination avec le Haut-Commissariat à la numérisation".

APS

COMMERCE INTRA-AFRICAIN

L'Algérie, vitrine de l'intégration continentale

Alors que les échanges de marchandises du continent ont atteint environ 1 500 milliards de dollars en 2025, le commerce entre pays africains ne représente encore que 213,8 milliards de dollars. Selon Afreximbank, quelque 77 milliards de dollars d'exportations intra-africaines restent inexploités, soit près de 40 % de la valeur actuelle des échanges entre les économies du continent. Dans cette équation, l'Algérie, forte de sa position géographique, de ses capacités industrielles et de son potentiel énergétique, entend se positionner comme l'un des relais de cette intégration commerciale.

Par S. R.

L'enjeu ne se limite plus à la seule suppression des droits de douane. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAF) ambitionne de construire un marché continental intégré, et le potentiel identifié par Afreximbank montre que les capacités existent, notamment dans les produits manufacturés et semi-transformés. Ceux-ci représentent déjà plus de 60 % des échanges intra-africains, contre seulement 13 à 17 % des exportations vers l'extérieur, largement dominées par les matières premières (65 à 75 %). Cet écart traduit un potentiel industriel encore sous-exploité, une grande partie de la transformation des ressources minières et métallurgiques africaines continuant de se faire hors du continent. Développer des chaînes de valeur régionales apparaît donc essentiel pour retenir davantage de valeur ajoutée sur place. La faible complémentarité commerciale entre économies africaines reste toutefois un frein majeur, avec un indice inférieur à 0,35, contre 0,80 en Europe et 0,75 en Asie : les pays du continent produisent encore insuffisamment ce dont leurs voisins ont besoin. Pour Afreximbank, lever les contraintes qui pèsent sur les échanges pourrait accroître le commerce intra-africain d'environ un tiers, à condition de rapprocher les capacités de production, de développer les infrastructures logistiques et de faciliter l'accès des entreprises au financement. C'est précisément dans cette pers-

pective que l'Algérie a accueilli, en septembre 2025, la quatrième édition du Salon du commerce intra-africain (IATF). Coorganisé par Afreximbank, l'Union africaine et le Secrétariat de la ZLECAF, l'événement a transformé Alger, pendant plusieurs jours, en véritable plateforme d'affaires à l'échelle du continent. La manifestation a réuni 10 chefs d'État en exercice, deux anciens chefs d'État, 2 190 exposants ainsi que 112 476 visiteurs et délégués, représentant au total 132 pays, dont 54 africains. Le rendez-vous a débouché sur près de 49,94 milliards de dollars de contrats commerciaux et d'investissement. Ces résultats donnent une dimension particulière au rôle de l'Algérie dans le déploiement de la ZLE-CAF : le pays ne s'est pas contenté d'accueillir un grand rendez-vous économique continental, il a également servi d'espace de mise en relation entre producteurs, investisseurs, institutions financières et opérateurs économiques africains. La première évaluation de l'impact de l'IATF, lancée lors de l'édition algérienne, confirme d'ailleurs l'effet multiplicateur de ce type de plateforme : chaque dollar investi dans le salon génère en moyenne 2,2 dollars d'échanges intra-africains et 1,3 dollar d'exportations manufacturées. Le potentiel de l'Algérie dans cette dynamique repose également sur son évolution industrielle. Le pays figure parmi les économies africaines ayant enregistré les progrès les plus notables en matière d'industrie et d'infrastructures, gagnant plus de dix places dans le classement mondial lié à l'Ob-

jectif de développement durable 9 depuis 2015, et se classe parmi les dix premiers pays africains selon l'Indice de compétitivité industrielle de l'ONUDI. Cette progression rejoint directement les constats d'Afreximbank, qui identifie les produits manufacturés et semi-transformés comme principal gisement de croissance du commerce intra-africain. Les hydrocarbures demeurent un élément majeur du potentiel d'exportation algérien, mais les produits industriels, les matériaux de construction, les produits pharmaceutiques et les équipements offrent également des perspectives de consolidation sur les marchés africains. Le secteur énergétique constitue un autre atout de poids. Premier producteur africain de gaz naturel avec l'Égypte et le Nigeria, l'Algérie développe progressivement ses capacités nationales de transformation, notamment via le GNL et la production d'électricité, tout en raffinant une part significative de sa production pétrolière sur le continent. Cette capacité peut soutenir l'industrialisation régionale, l'intégration des marchés africains reposant autant sur les échanges de marchandises finies que sur les infrastructures énergétiques et les chaînes d'approvisionnement. Sa proximité avec l'Europe, son ouverture sur la Méditerranée et ses connexions avec les marchés subsahariens, renforcées par le développement des infrastructures routières, portuaires et ferroviaires vers le Sud, confortent la vocation de l'Algérie comme trait d'union entre différentes zones économiques du continent.

SALON LEAP 2026 EN ARABIE SAOUDITE

L'innovation et l'entrepreneuriat algériens à l'honneur

Le Pavillon algérien a été officiellement inauguré au salon LEAP 2026, sous la supervision d'Algeria Venture, en présence du ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah, de l'ambassadeur d'Algérie auprès du Royaume d'Arabie saoudite, ainsi que du chef de la section des affaires

économiques de l'ambassade d'Algérie dans le Royaume. Le Pavillon d'Algeria Venture réunit des représentants de start-up algériennes, aux côtés du partenaire technologique Djezzy, afin de mettre en avant l'innovation algérienne, les talents entrepreneuriaux et le potentiel technologique national auprès des participants et visiteurs de cet événement

international. La participation algérienne s'inscrit dans le cadre de la valorisation des capacités des start-up nationales et du renforcement de la présence de l'innovation et de l'entrepreneuriat algériens sur la scène internationale, à travers la présentation de solutions et d'expériences technologiques développées au niveau national. Le Pa-

villon algérien constitue également un espace de promotion des start-up algériennes et de leur potentiel dans les domaines de la technologie et de l'innovation, tout en mettant en lumière l'écosystème national de l'entrepreneuriat et les mécanismes de soutien destinés aux talents et aux projets à forte dimension technologique.

TOURISME

La ministre préside une réunion de coordination avec les opérateurs du secteur

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a présidé une réunion de coordination avec les professionnels et les opérateurs du secteur, au cours de laquelle il a été souligné la nécessité d'adopter une approche participative permettant de traduire les mesures prises en résultats concrets, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère. Lors de cette réunion, tenue dimanche soir, la ministre a souligné que le développement du secteur du tourisme "ne peut être réalisé qu'à travers une approche participative fondée sur une coordination permanente et une concertation continue avec les professionnels et les opérateurs, ainsi que sur un suivi sur le terrain,

l'écoute des préoccupations et la proposition de solutions concrètes, permettant de traduire les mesures et dispositions prises en résultats tangibles sur le terrain". Cette rencontre, regroupant les directeurs des établissements relevant du secteur et les différents partenaires, s'inscrit dans le cadre du suivi permanent visant à "renforcer la concertation et la coordination avec les opérateurs et les professionnels du secteur, afin d'accompagner les différentes préoccupations et de soutenir les efforts destinés à développer l'activité touristique". A cette occasion, Mme Meddahi a appelé les participants à contribuer à l'opération de réhabilitation et de restauration des maisons des fa-

milles sinistrées par les récents incendies ayant touché des wilayas du pays, tout en mobilisant les artisans locaux spécialisés dans le bâtiment pour participer à cette opération. Elle a estimé que l'adhésion à cette initiative reflète "la responsabilité sociétale qu'assume le secteur du tourisme envers les wilayas sinistrées". La ministre a également salué le vaste élan de solidarité dont a fait preuve le peuple algérien, concrétisé par les campagnes de solidarité et les aides destinées aux citoyens sinistrés, soulignant que cette cohésion "reflète l'authenticité de la société algérienne et ses valeurs profondément ancrées de solidarité et d'entraide".

APS

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

HYDROCARBURES, HYDROGÈNE ET TECHNOLOGIES

Alger et Berlin renforcent leur partenariat

Le partenariat énergétique entre l'Algérie et l'Allemagne s'élargit à de nouveaux domaines de coopération. Si les hydrocarbures demeurent au cœur des relations entre Alger et Berlin, les discussions engagées hier entre le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le ministre fédéral allemand des Affaires étrangères, Johann Wadephul, ont porté sur un éventail de secteurs associant industrie, technologies, formation et nouvelles filières énergétiques.

Par Selma R.

La rencontre, tenue en présence de représentants de plusieurs entreprises allemandes, dont Bosch Energy, Thyssenkrupp Uhde, VNG, Siemens Energy et VDA, a permis d'examiner les moyens de renforcer la coopération dans l'industrie pétrolière et gazière, l'ingénierie, les infrastructures et la fabrication d'équipements, notamment ceux liés au dessalement de l'eau de mer. Les échanges ont également porté sur la commercialisation du gaz naturel et du GNL, ainsi que sur l'adoption de technologies bas carbone dans l'industrie pétrolière et gazière. Le secteur des hydrocarbures reste l'axe majeur du partenariat algéro-allemand. Les deux parties ont examiné les perspectives de consolidation de la coopération dans l'industrie pétrolière et gazière, ainsi que dans la commercialisation du gaz naturel et du GNL, l'Algérie souhaitant par ailleurs tirer parti de l'expertise allemande dans les technologies modernes et les solutions industrielles avancées. Mohamed Arkab a ainsi souligné l'importance de cette coopération pour la concrétisation de projets prioritaires, notamment le développement de la filière pétrochimique, et a affirmé la disponibilité du secteur des hydrocarbures à fournir les facilités nécessaires aux entreprises allemandes

souhaitant investir dans le pays. Il les a notamment invitées à participer à la campagne d'appels d'offres « Algeria Bid Round 2026 », l'objectif étant de favoriser des projets communs à forte valeur ajoutée pour les deux pays. Cette coopération ne se limite cependant pas aux investissements : le communiqué met également en avant le développement de l'ingénierie, la fabrication d'équipements, la formation, le transfert d'expertise et le renforcement des capacités, notamment pour les équipements destinés à la filière de l'hydrogène vert et de l'ammoniac vert, tels que les électrolyseurs, ainsi que pour les projets de dessalement de l'eau de mer. Cette orientation donne une dimension industrielle au partenariat, avec la volonté affichée de développer des projets communs et de promouvoir davantage le contenu local. Les nouvelles filières énergétiques occupent également une place importante dans les échanges. Les deux parties ont examiné les projets de Sonatrach, menés en coordination avec le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, visant à développer, produire et commercialiser l'hydrogène vert et l'ammoniac vert. Cette coopération pourrait porter sur la fabrication des équipements nécessaires, mais aussi sur le transfert d'expertise et la formation. La partie allemande a, de son côté, exprimé son

intérêt pour une participation accrue de ses entreprises aux projets stratégiques en Algérie, notamment ceux liés au « South2 Corridor ». La coopération envisagée concerne enfin la réduction de l'empreinte environnementale du secteur des hydrocarbures. Alger et Berlin ont évoqué l'adoption de technologies bas carbone, ainsi que les possibilités de coopération dans la réduction, la gestion et la récupération des émissions de méthane. Le ministre allemand des Affaires étrangères a salué la place centrale de l'Algérie en tant que partenaire énergétique fiable et exprimé l'intérêt des entreprises allemandes à renforcer leur présence sur le marché algérien. Les deux parties ont ainsi réaffirmé leur volonté de poursuivre les consultations et de renforcer le partenariat économique par l'intensification des échanges d'expertise, le transfert de technologies, le développement de formations spécialisées et le soutien aux projets communs. Le partenariat algéro-allemand conserve donc une base énergétique solide autour des hydrocarbures et du gaz, tout en s'ouvrant à de nouveaux domaines : pétrochimie, ingénierie, équipements, hydrogène vert, ammoniac vert, technologies bas carbone et transfert de technologies constituent désormais les principaux axes autour desquels Alger et Berlin entendent approfondir leur coopération.

ALGÉRIE-SÉNÉGAL

Accord sur le renforcement de la coopération dans les domaines de l'électricité et des énergies renouvelables

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a eu, lundi, des entretiens, par visioconférence, avec le ministre sénégalais de l'Energie et du Pétrole, El Hadji Abdourahmane Diouf, consacrés à l'examen des moyens de renforcer et d'élargir la coopération bilatérale dans les domaines de l'énergie, de l'électricité et des énergies renouvelables, indique un communiqué du ministère. Les

deux parties ont évoqué, lors de cette rencontre, l'état de la coopération entre les deux pays et les perspectives de son développement, notamment à travers l'intensification des échanges d'expertises et d'expériences, la formation et le transfert de technologies, ainsi que les moyens de concrétiser des projets pratiques dans le secteur de l'énergie. Elles ont également abordé le ren-

forcement de la coopération entre les entreprises et organismes actuant dans le secteur, notamment dans le domaine de la fabrication des équipements et matériels énergétiques, de manière à contribuer au renforcement des capacités nationales du Sénégal et au développement de ses infrastructures énergétiques. Dans ce cadre, M. Adjal a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à partager

son expérience et son expertise avec la partie sénégalaise et à poursuivre l'accompagnement du Sénégal dans la concrétisation de ses projets énergétiques. De son côté, le ministre sénégalais a fait part de la volonté de son pays de développer le partenariat avec l'Algérie et de tirer profit de son expérience et de ses capacités dans les domaines de l'énergie et de l'électricité.

R E.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Saidal accélère son offensive sur le marché nigérien

Le groupe pharmaceutique public Saidal entend renforcer sa coopération avec le Niger et contribuer au développement de son industrie pharmaceutique. C'est dans cette perspective que son directeur général, M. Younes Bouarara, a reçu, hier à Alger, l'ambassadeur du Niger en Algérie, M. Aminou Malam Manzo. Cette rencontre a été consacrée à l'examen des moyens de concrétiser et d'accélérer les projets de coopération entre les deux pays dans le secteur pharmaceutique, conformément aux orientations des hautes autorités algériennes visant à relancer le partenariat stratégique entre Alger et Niamey. Les discussions ont notamment porté, indique Saidal dans un communiqué, sur la fourniture, dans les meilleurs délais, de médicaments essentiels produits en Algérie, en réponse à une demande formulée par les autorités nigériennes. L'objectif est de contribuer à la couverture des besoins du marché nigérien en produits pharmaceutiques et au renforcement de ses capacités d'approvisionnement.

Les deux parties envisagent une coopération plus structurante, axée notamment sur le transfert de technologies et de savoir-faire algériens, ainsi que sur la formation et la qualification des compétences nigériennes. La possibilité de produire, au niveau des unités industrielles algériennes, des médicaments spécifiquement destinés au marché nigérien a également été évoquée. Le groupe Saidal pourrait ainsi jouer un rôle dans l'accompagnement du développement de l'industrie pharmaceutique nigérienne, en attendant le renforcement des infrastructures locales dédiées à la production de médicaments. Au cours de la rencontre, le directeur général de Saidal a également présenté les projets stratégiques du groupe, notamment ceux liés à la production de matières premières pharmaceutiques. Ces investissements s'inscrivent dans la stratégie nationale visant à consolider la souveraineté pharmaceutique et à développer les capacités locales de production. L'ouverture vers les marchés africains

constitue également un axe important de cette stratégie. Le renforcement des échanges avec le Niger pourrait ainsi contribuer à accroître la présence des produits pharmaceutiques algériens sur le continent et à favoriser l'émergence d'une chaîne industrielle pharmaceutique africaine davantage intégrée. À l'issue de la rencontre, les deux parties ont souligné l'importance d'accélérer la mise en œuvre des axes de coopération examinés, à travers la création d'un groupe de travail conjoint chargé du suivi des différents dossiers, ainsi que le renforcement de la coordination et des échanges entre les deux parties. Elles ont également convenu de travailler à la simplification des procédures administratives y afférentes, afin de transformer les opportunités de coopération et de partenariat en projets concrets et durables, au bénéfice des deux pays et en soutien aux efforts communs visant à renforcer la sécurité sanitaire et pharmaceutique dans la région.

Z R.

LE MINISTRE DES
AE ALLEMAND,
JOHANN
WADEPHUL, L'A
SOULIGNÉ À
ALGER :

«Nous voyons un
grand potentiel
pour approfondir
nos relations »

Par S. R.

Le ministre fédéral allemand des Affaires étrangères, Johann Wadephul, a salué la dynamique positive des relations entre l'Algérie et l'Allemagne à l'issue de son entretien avec le président Abdelmadjid Tebboune. Il a exprimé sa reconnaissance pour « l'accueil chaleureux » qui lui a été réservé et pour « l'échange de vues très constructif » avec le chef de l'État. Cette visite intervient quelques semaines après le déplacement du président Tebboune à Berlin, où il avait été reçu par son homologue allemand Frank-Walter Steinmeier. « Je suis très heureux de rendre cette visite », a déclaré le chef de la diplomatie allemande, soulignant que les deux pays connaissent actuellement « une dynamique positive » dans leurs relations. Johann Wadephul a surtout mis en avant le potentiel de développement de la coopération économique. « Nous voyons un grand potentiel pour approfondir nos relations, notamment dans les domaines du commerce et de l'investissement, et en particulier dans le secteur de l'énergie », a-t-il affirmé. L'Algérie occupe, selon le responsable allemand, une place importante dans cette relation. « Pour l'Algérie, l'Allemagne est un marché d'exportation important », a-t-il relevé, tout en soulignant l'intérêt des entreprises allemandes à « intensifier leurs relations commerciales avec l'Algérie et à y investir ». Le secteur énergétique constitue ainsi l'un des principaux axes du rapprochement. Johann Wadephul a rappelé que l'Algérie est « déjà un fournisseur majeur de gaz de l'Union européenne » et dispose, selon lui, « de tous les atouts nécessaires pour poursuivre sa propre vision de la transformation énergétique ». Cette perspective ouvre également la voie à de nouvelles coopérations dans le domaine de l'hydrogène. Le ministre allemand estime que l'Algérie possède les capacités pour « devenir également un fournisseur d'hydrogène » dans le cadre de la transformation de son système énergétique. Les échanges ont également porté sur plusieurs dossiers régionaux et internationaux, notamment la situation au Sahel, les défis au Moyen-Orient ainsi que la guerre russo-ukrainienne et ses conséquences sur la sécurité alimentaire mondiale. Face aux évolutions géopolitiques actuelles, Johann Wadephul a insisté sur la nécessité de « miser sur le dialogue, la compréhension mutuelle et une coopération fondée sur la confiance ». Il a affirmé que Berlin entend renforcer ses relations avec des partenaires comme l'Algérie, « aussi bien au niveau bilatéral que dans le cadre de l'Union européenne ».

INCENDIES/JIJEL

Le nombre de cellules de proximité de solidarité porté à 119

Le dispositif des cellules de proximité de solidarité mobilisées dans la wilaya de Jijel a été renforcé, atteignant ainsi le nombre de 119, afin d'élargir l'action de proximité dans les zones touchées par les incendies, indique lundi un communiqué du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme. "En exécution des instructions de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, et sur la base des données et rapports de terrain transmis à la cellule de suivi au niveau du ministère, le dispositif des cellules de proximité de solidarité mobilisées dans la wilaya de Jijel a été renforcé, atteignant ainsi le nombre de 119 cellules, appuyées par 76 véhicules mobilisés à partir de 34 wilayas à travers le territoire national", selon la même source. Cette mesure vise à "élargir le champ de l'action de proximité et à renforcer la capacité de réponse aux besoins recensés dans les différentes zones touchées", ainsi qu'à "accompagner l'évolution de la situation sur le terrain, permettant une répartition plus efficace des équipes et une intensification de leur présence, notamment dans les zones isolées et montagneuses qui nécessitent des moyens humains et logistiques supplémentaires pour se rapprocher des familles sinistrées", a-t-on expliqué.

APS

MÉTRO D'ALGER

Retour aux horaires habituels de 5 h00 à 22h 00

La Société d'exploitation du Métro d'Alger (SEMA) a annoncé le retour aux horaires habituels d'exploitation du métro à compter du 1er septembre, en prévision de la rentrée sociale. Selon un communiqué de la société, le service sera assuré quotidiennement de 05h00 à 22h00 à partir de mardi. Cette mesure intervient à l'issue du dispositif horaire exceptionnel mis en place durant la saison estivale, qui avait permis d'adapter les horaires à l'intensification des déplacements et à la hausse de la fréquentation du métro. Durant cette période, le service était prolongé jusqu'à 23h00 tous les jours, avec une extension exceptionnelle jusqu'à minuit (00h00) le week-end. Ces horaires prolongés avaient pour objectif de répondre aux besoins des voyageurs et de faciliter leurs déplacements durant la saison estivale.

R E.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	3,34	-6,06	7,35	7,54	4635	1 599 075,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,13	0,24	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,01	-0,16	7,56	7,64	5715	8 001 000,00
BIOPHARM	BIO	2 514,00	2514,00	0,00	0,05	1,09	6,68	6,36	1000	2 514 000,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 049,00	2049,00	0,00	-1,01	-7,11	8,49	8,54	7175	14 701 575,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,01	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	411,00	431,00	+4,87	2,64	2,90	1,19	8,12	530	226 430,00

INCENDIES DE FORÊT

Instructions pour la réhabilitation des routes et des infrastructures endommagées

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, lundi au siège du ministère, une réunion de travail consacrée au suivi des mesures et dispositions d'urgence pour la réparation et la réhabilitation des axes routiers et des infrastructures endommagés par les récents incendies enregistrés dans plusieurs wilayas du pays, notamment Jijel, et la poursuite des efforts pour garantir le retour de la situation à la normale, indique un communiqué du ministère. Ces mesures interviennent en application des instructions données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion qu'il a présidée dimanche, et à la suite de la réunion présidée lundi par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb. Cette réunion de travail, à laquelle ont pris part des cadres centraux du ministère, aux côtés du Directeur général de l'Entreprise nationale de panneaux de signalisation routière (ENPS), en coordi-

nation avec les directeurs des Travaux publics des wilayas de Jijel, Constantine et Sétif, a permis de passer en revue la situation sur le terrain et de définir les interventions prioritaires dans le cadre des opérations de réparation et de réhabilitation. Concernant le réseau routier, il a été décidé d'accélérer les opérations de réaménagement et de réparation des axes endommagés par les incendies, avec la mobilisation et la mise à disposition de l'ensemble des moyens des entreprises du secteur, appuyés par les moyens et les équipements des directions des travaux publics des wilayas de Constantine et de Sétif et des wilayas limitrophes, pour renforcer les capacités d'intervention et parachever les travaux au début de la semaine prochaine. Les dispositions prévoient aussi le renforcement des talus endommagés, pour rétablir leur stabilité, garantir la sécurité des infrastructures routières et protéger les usagers de la route.

Pour ce qui est de la réhabilitation de la signalisation verticale et horizontale, il sera procédé, parallèlement aux travaux de réaménagement, à la remise en place des marquages et de la signalisation horizontale et verticale au niveau des différents axes du réseau endommagé, ainsi qu'à la mise en place et au renouvellement des panneaux de signalisation directionnelle nécessaires pour garantir la clarté des itinéraires et améliorer les conditions de circulation, notamment au niveau des axes ayant été affectés par les incendies, et renforcer les conditions de sécurité et de sûreté des usagers de la route, ajoute le communiqué. Dans le cadre du suivi et de la coordination sur le terrain, des cadres centraux du ministère seront dépêchés sur le terrain pour renforcer les équipes intervenantes, orienter leurs efforts et suivre le déroulement des différentes opérations.

R E.

DÉCLARATION DE LA PRODUCTION

Le ministère de l'industrie prolonge le délai jusqu'au 15 septembre

Le ministère de l'industrie a annoncé, lundi, la prolongation, jusqu'au15 septembre prochain, des délais de l'opération de déclaration de la production, via la plateforme numérique de production nationale (PRODNAT), afin de permettre aux entreprises de finaliser leurs déclarations. Cette prolongation intervient en réponse aux demandes de plusieurs opérateurs économiques et en application des dispositions de l'arrêté interministériel du 26 avril 2025, fixant les modalités de communication, par les entreprises économiques exerçant une activité de production de biens, des données relatives à la production, aux matières premières et aux intrants utilisés, ainsi que l'élaboration de rapports relatifs à leurs activités, précise le communiqué du ministère. L'obligation de déclaration de la production concerne l'ensemble des opérateurs économiques, personnes physiques et morales, relevant des secteurs public et privé et concernés par les dispositions de l'arrêté interministériel. Après l'expiration de ce délai, le 15 septembre, il sera procédé à la clôture des opérations de déclaration de la production au titre du premier semestre de l'année 2026, selon le communiqué. Afin de faciliter le parachèvement de l'opération, le ministère a mis en place des cellules d'information et d'orientation au niveau des directions de l'industrie à travers les wilayas, chargées d'assurer la coordination et de répondre aux préoccupations et interrogations des opérateurs économiques. Le ministère a mis en garde contre tout manquement aux dispositions de déclaration de la production exposant son auteur aux sanctions

prévues dans l'article 48 de la loi n 18-18 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour 2019. A ce propos, le ministère appelle l'ensemble des opérateurs économiques concernés à fi-

naliser leurs déclarations, à saisir et à actualiser les données requises avant l'expiration du nouveau délai fixé au 15 septembre prochain.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 31 أوت 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 31 Août 2026

Produits		أسعار التجزئة ¹			المنتجات
		د ج / كغ			
		معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	101	113	89	البطاطا
	Tomate	81	97	65	الطماطم
	Oignon sec	77	87	68	البصل الجاف
	Ail sec	758	868	647	الثوم الجاف
	Carotte	123	137	110	الجزر
	Navet	160	180	140	اللفت
	Poivron	134	152	115	الفلفل الاخضر
	Piment	143	163	122	الفلفل الحار
	Courgette	123	137	108	الكوسة
	Haricot vert	205	231	179	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	125	139	110	الخس
Fruits frais	Pomme locale	400	495	304	التفاح المحلي
	Datte	511	365	382	التمر
	Raisin	289	572	213	العنب
	Banane	554	572	537	الموز
	Melon	90	102	77	البطيخ الاصفر
	Pastèque	73	82	64	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2090	2238	1942	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	520	534	506	الدجاج
	Ceufs (Unité)	20	21	18	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	104	90	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Comment le secteur de l’agriculture (à travers sa politique) devrait changer avec le changement climatique¹ ?

Pour être viable, l’agriculture mondiale aura à relever le triple défi de la croissance démographique et de la sécurité alimentaire, de la protection de l’environnement et des ressources naturelles, et de la raréfaction des énergies fossiles (Mediterra 2009). Ceci est encore plus vrai et plus actuel dans les pays du Maghreb dont l’agriculture se pratique souvent dans les zones à fortes contraintes et dont les indicateurs démographiques, économiques et sociaux ne sont pas toujours favorables. Les risques sont donc importants et les enjeux encore plus importants lorsqu’il s’agit de menaces liées aux changements climatiques (CC).

3^e partie et fin

Zoubir SAHLI,
Agroéconomiste, consultant expert

Quelques outils techniques :

- Amélioration du fonctionnement hydraulique des canaux
- Amélioration de l'efficacité des techniques d'irrigation
- Réduction de la vulnérabilité des modèles agronomiques et des systèmes de cultures
- Amélioration des espèces cultivées
- Révision de la conduite des cultures et de l'inter culture
- Choix des cultures et optimisation de l'assolement · Recours à l'irrigation de complément · Outils de pilotage et planification de l'irrigation

Quelques Instruments économiques incitatifs aux économies d'eau :

- Tarification adaptée et concertée
- Aides financières (subventions, prêts à taux bonifiés)
- Mesures agro-environnementale

Les outils de planification et de concertation

- Unités de gestion déconcentrées (agences de bassin)
- Associations d'usagers, associations d'irrigants
- Utilisation des NTIC (logiciels d'appui à la gestion de l'eau sur un périmètre irrigué).

5. Les politiques de développement rural durable :

Les territoires ruraux en Algérie et dans tous les pays du Maghreb sont en crise. Ils sont actuellement enserrés dans un ensemble de contraintes physiques, économiques, sociales et structurelles difficiles à surmonter. Ces territoires formés en grande partie de zones assez peu développées et souvent appauvries et marginalisées abritent des populations vivent dans des situations extrêmement difficiles, leurs activités restent assez marginales par rapport à ce qui passe dans les zones de plaines ou dans les zones urbaines, et ce malgré leur dynamisme et leur désir de s'en sortir.

Par ailleurs, ce type de territoires n'ont pas souvent pas été assimilé à des espace dynamiques au profit des quels on pouvait allouer des ressources importantes pour le développement. Ils ont certes bénéficié au cours des vingt dernières années de programmes spéciaux de développement visant essentiellement le désenclavement des villages et des populations, à travers notamment le lancement d'opérations de nouvelles infrastructures sociales (écoles, structures sanitaires, électrification, habitat rural..) ainsi que la réhabilitation des infrastructures de base et de maillage des zones d'équipements sociaux (réfection des routes et des pistes agricoles, accélération des projets d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, augmentation des taux d'accès au gaz de ville, développement du transport et des cantines scolaires, d'aménagement urbain des agglomérations principales et secondaires..). A la suite des Politiques agricoles et rurales, elles aussi bénéficié de quelques



programmes visant le développement de quelques unités économiques locales, mais leur retard est encore immense et leur propulsion à être impactés par les effets des CC est beaucoup plus grande que dans les autres territoires (notamment les territoires urbains ou agricoles des plaines). Leurs points faibles sont connus, mais on tarde à les réduire.

On peut ainsi relever ce suit :

- Les équipements infrastructurels et socio-culturels dans de nombreuses zones rurales sont certes relativement bons (en Algérie l'on enregistre plus de 95% du taux d'électrification, plus 50% de maisons raccordées aux réseaux d'eau potable et d'assainissement, où chaque commune et chaque localité dispose d'au moins un centre de soin et un bus pour le transport scolaire...), mais il y a des retards difficiles à rattraper. Les populations se trouvent ainsi confrontées surtout à un manque d'infrastructures routières et de transport et à une mauvaise qualité de la prestation sanitaire et éducative
- Les activités économiques sont encore faibles et inadéquates et souvent dominées par une tendance à la pluriactivité. Mais il existe un potentiel agricole, sylvicole et pastoral à mettre en valeur et un potentiel touristique typique des zones méditerranéennes (forêt, plan d'eau, paysages montagneux, stations thermales, plantes aromatiques et médicinales, produits agricoles de terroir, patrimoine architectural ancien...) à explorer et la tendance au développement des activités de services.
- Une situation de chômage généralisée, notamment chez les jeunes et les femmes rurales, à prendre en charge sérieusement.
- Les institutions spécifiques au développement de la montagne et les identités propres aux zones rurales de montagne sont encore floues, mais commencent à peine à s'ébaucher
- L'environnement administratif, technique, économique et institutionnel est partout considéré comme contraignant et peu favorable à une dynamique de développement rural local

- Les groupements sociaux arrivent difficilement à s'organiser et à participer, faute d'informations, de réseaux de communication et de soutien matériel
- La jeunesse représentant, une frange importante de ces territoires, n'est souvent pas représentée et n'a de ce fait que très peu de chance de s'impliquer ou d'être à l'origine de projets de développement.

Ce qui supposerait d'autres visions de développement et plus de moyens d'actions. Parmi les axes les plus en vue pour dynamiser ces territoires ruraux, on peut proposer : il est nécessaire tout d'abord de prendre conscience que la montagne en Algérie est un vaste espace géographique et humain en crise. Il y a donc une démarche de communication de grande envergure à mener pour « vulgariser » cette crise auprès du grand public. Pour réduire les effets des CC et pour promouvoir un développement rural durable, il est devenu plus que nécessaire :

- De prévenir les risques : ces territoires sont les plus exposés et leur population, même en situation de mobilité constante, risquent à leur tour d'être particulièrement exposées aux risques (dégradation des ressources et des milieux de vie) et donc de souffrir. La prévention des risques devra avoir pour base une plus large implication de l'Etat et de ses services publics
- La dynamique de développement rural local exige l'existence d'un milieu porteur et Il faut une option claire et une démarche cohérente en matière de développement "agro-sylvo-pastoral"
- Vers une gestion participative : Les approches dites "participatives" sont basées sur la consultation et la participation. Elles proposent de recentrer les actions de développement et d'aménagement sur le milieu qu'elles se proposent de transformer. Les clés de réussite de ce genre d'approches reposent toutefois sur des facteurs essentiels comme :
- la décentralisation des décisions qui engagent les communautés rurales à la base, dans de véritables contrats de développement, et ce souvent par le canal de comi-

tés/commissions "ad-hoc"

- la promotion du secteur associatif et du secteur privé ;
- la formation des cadres et des véritables gestionnaires-décideurs au niveau local
- l'implication nécessaire des collectivités locales, de préférence dans un cadre ouvert de démocratie locale

La mise en place d'une stratégie claire et cohérente ne peut ignorer le rassemblement des compétences et le génie d'adaptation et d'organisation des communautés rurales vivant en zones montagneuses et forestières. Il s'agit de mettre en place :

- Un plan qui doit traiter en première urgence ces espaces marginalisés, mais de manière cohérente et selon une stratégie qui serait adaptée plus particulièrement à la configuration du milieu à aménager, à la configuration des petites exploitations agricoles marquées par leur caractère privé et par l'indivision, aux usages des paysans (agriculteurs et pluriactifs) et à leurs besoins réels.
- Une stratégie de développement durable des espaces montagneux qui implique aussi et surtout une gestion participative des ressources et des activités.
- S'il serait enfin utile d'adopter des démarches « participatives », celles-ci devraient obligatoirement être basées sur la consultation et la participation réelle des populations, notamment les « groupes cibles » et les « personnes leaders ».

6. Les politiques agricoles et de sécurité alimentaires :

- La réorientation et/ou la reconversion des systèmes de production et des exploitations agricoles ;
- La réduction de la vulnérabilité des modèles agronomiques et des systèmes de culture et d'élevage en vigueur, ce qui incite à la revue des politiques d'intensification et de mise en valeur hydro-agricole
- L'investissement dans la petite et moyenne hydraulique et l'amélioration de la gestion agricole des eaux de ruissellement ;
- La valorisation des filières de produits de terroir et de produits biologiques ;
- D'autres options concernent plus directement le secteur agricole et ses pratiques, avec notamment la refonte du calendrier agricole traditionnel par l'optimisation des dates de semis en fonction de l'évolution du climat, l'utilisation de semences sélectionnées et le choix de variétés céréalières à cycle court et résistantes au stress hydrique, et enfin la reconversion et le repositionnement des cultures selon l'évolution du contexte bioclimatique. Cette option serait cependant conditionnelle à un accompagnement technique et financier des agriculteurs. (Ar-rus et alii).

Sources et repères

¹ Extrait de la synthèse du rapport FAO. Z. Sahli et M. Amrani : « Les politiques agricoles maghrébines à l'ère des accords climatiques ». FAO, Tunis, 2018
² Le plan climat remplace le Plan d'Adaptation aux Changements Climatiques (2003-2013)

RELIZANE

Sortie de plus de 1.300 jeunes du programme de formation professionnelle “Sanâa”

Quelque 1.362 jeunes, filles et garçons, ont achevé leur formation à Relizane dans le cadre du programme national de formation professionnelle "Sanâa", lancé par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels pendant les vacances d'été, a indiqué, lundi, le directeur du secteur dans la wilaya, Kada Mekhloufia. Dans une déclaration à l'APS, M. Mekhloufia a indiqué que ce programme de formation ambitieux, lancé récemment, cible les jeunes âges de 15 à 27 ans, toutes catégories confondues, notamment les élèves scolarisés et les étudiants universitaires. Les jeunes ayant achevé leur formation sont répartis comme suit : 445 en plomberie, 410 en électricité du bâtiment, 188 en froid et climatisation, 159 en installation de plafonds, plaques de plâtre et aluminium (BA13), 109 en peinture et 51 en soudure. Par ailleurs, 777 jeunes suivent actuellement une formation dans le cadre du même programme, répartis entre 126 stagiaires en plomberie, 410 en électricité du bâtiment, 189 en froid et climatisation, 185 en installation de plafonds, plaques de plâtre et aluminium (BA13), 159 en peinture et 10 en soudure. Dans ce cadre, le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels dans la wilaya a mobilisé l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires à la réussite de ce programme, à travers la mise à disposition de 14 établissements de formation répartis à travers les différentes dairas de la wilaya, ainsi que la mobilisation d'une équipe d'encadrement composée de plus de 30 enseignants dans les différentes spécialités, selon le même responsable. Ce projet national vise à « permettre aux jeunes d'acquérir des connaissances et des compétences pratiques à valeur ajoutée et à renforcer leurs chances d'insertion professionnelle ». Il a également traduit une orientation stratégique visant à revaloriser les métiers techniques et manuels, qui connaît une demande croissante sur les marchés locaux et nationaux de l'emploi, a souligné le même responsable.

Agence

JIJEL

Efforts intenses pour le retour à la normale dans les zones touchées par les incendies

Après des jours difficiles vécus par les populations de nombreuses régions montagneuses de la wilaya de Jijel, en raison des feux de forêt, des efforts intenses sont actuellement déployés pour le retour à la normale dans les zones affectées.

Les autorités publiques se sont mobilisées dès le déclenchement des incendies pour les combattre, que ce soit en déployant les moyens anti-feux nécessaires, en évacuant les habitants ou en mettant en place des commissions et des cellules de crise, en plus du rôle actif des acteurs de la société civile ainsi que des organismes qui ont joué un rôle important dans la gestion des conséquences de ces sinistres et dans le soutien des habitants. Le retour à la normale nécessitant un certain nombre d'exigences, notamment en ce qui concerne l'eau potable et l'électricité, ainsi que les aliments de bétail (les habitants de la plupart des zones touchées dépendent de l'élevage et des activités agricoles), l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) et la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Sonelgaz ont mobilisé des équipes travaillant 24 heures sur 24 pour procéder aux différentes réparations de ces deux réseaux. Mezoued Allal, chargé de la communication de l'unité de l'ADE, a souligné, dans une déclaration à l'APS, que des équipes venues en renfort depuis plusieurs wilayas ont été mobilisées pour réparer les dommages causés aux réseaux de transport et de distribution ainsi qu'aux conduites d'aménée d'eau dans les communes les plus touchées,

notamment Bordj T'har, Ouled Rabah et Chahna. Il a ajouté que les équipes en question travaillent "en continu" pour permettre aux agents mobilisés de réparer et de remettre en service le réseau dans la commune d'Ouled Yahia Khedrouche, tandis que les travaux se poursuivent sur un rythme soutenu dans les communes d'Ouled Rabah, de Chahna et de Bordj T'har pour réparer les tronçons endommagés. Le même responsable a également souligné qu'un programme a été mis en place pour fournir de l'eau potable aux habitants, chaque jour, au moyen de camions-citernes. Pour sa part, Hanane Cherbal, responsable de la communication de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz (groupe Sonelgaz), a fait partie de l'arrivée d'équipes techniques depuis les wilayas voisines de Sétif, de Constantine, d'Annaba, d'Oum El Bouaghi et de Mila pour apporter leur aide à la réparation, dans les plus brefs délais, des pannes surviennent sur le réseau. Elle a ajouté que 21 équipes sont présentes sur le terrain, jusque tard dans la nuit, accompagnées de 19 entreprises privées agréées par la direction, afin d'accélérer la réparation des réseaux de moyenne et de basse tension en vue d'une remise en service rapide.

Une clinique mobile affectée aux zones touchées par les incendies

Une clinique mobile, destinée à fournir un soutien sanitaire aux sinistrés par les incendies, mise en place par la direction de la santé de la wilaya, s'est dirigée vers les zones affectées afin de rapprocher les services de soins des citoyens et de garantir leur prise en charge médicale et psychologique. Des équipes médicales et des paramédicaux qualifiés ont été mobilisées pour faire fonctionner cette clinique mobile, dotée de tous les équipements garantissant des soins de proximité efficaces, selon les services de la direction concernée. De leur côté, les citoyens des zones concernées ont apprécié l'élan massif de solidarité en faveur des habitants des régions touchées par les incendies, ce qui a contribué à atténuer les effets de la crise et permis à la vie de reprendre son cours. Un citoyen a affirmé que "l'implication significative de la direction de la distribution de l'électricité et du gaz et de l'unité de l'ADE a permis de rassurer les citoyens et de renforcer leur confiance dans la mobilisation de l'Etat à leurs côtés".

APS

GUELMA

66 lignes de transport des voyageurs ouvertes à l'exploitation

Les services de la direction des transports de Guelma ont ouvert dernièrement à l'exploitation 66 lignes de transport de voyageurs afin de réduire le déficit sur certaines lignes et améliorer les conditions de mobilité des citoyens sur les divers axes, a-t-on appris lundi auprès du directeur de wilaya du secteur. Dans une déclaration à l'APS, M.

Mouad Bouchamla a précisé que ces lignes ouvertes à l'exploitation par des transporteurs privés dont certaines nouvelles et d'autres anciennes sont constituées de 9 lignes inter-wilayas, 22 lignes entre le chef-lieu de wilaya et les différentes communes, 23 lignes rurales et 12 lignes urbaines. La même source a estimé les besoins de la wilaya pour couvrir toutes ces

lignes à 161 véhicules dont 17 pour le transport inter-wilayas, 59 entre le chef-lieu de wilaya et les communes, 48 pour les lignes rurales et 37 pour les lignes urbaines ouvertes dans les communes de Guelma, d'Oued Zenati, de Hammam Debagh et de Bouchegouf. Le même responsable a affirmé que des conditions précises ont été fixées pour les personnes phy-

siques et morales souhaitant exploiter ces lignes dont "le refus de tout véhicule de plus 20 ans d'âge, la priorité pour les véhicules neufs et l'obligation de présentation d'un procès-verbal de contrôle technique du véhicule concerné ne mentionnant aucun défaut sur celui-ci".

APS

SIDI BEL-ABBES/ RESSOURCES EN EAU

Réception et lancement d'un ensemble de projets d'assainissement

Le secteur des ressources en eau dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes a vu la réception et la mise en service de plusieurs importants projets de développement visant à moderniser les réseaux d'assainissement, à renforcer la protection des agglomérations contre les risques d'inondation et à développer les capacités de traitement des eaux usées, a indiqué, le directeur du secteur, Djebbar Belmeriri. Le même responsable a précisé que les opérations réceptionnées comprenaient, notamment, le renouvellement d'environ 70 pour cent du réseau d'assainissement de la ville de Sidi Bel-Abbes, particulièrement dans les quartiers de Sakia El Hamra du centre-ville, Emir, Sidi Djilali, Sidi Yacine, El Madina El Mounawara, Bab Dhaya et Es-Sakhra. Ces opérations comprennent également le renouvellement et l'extension des ré-

seaux de collecte dans plusieurs communes et zones éloignées, notamment Zerouala, Hassi Dahou, Benachiba, Ouled Malek, El Mekhalcha et Ouled Benaiissa. Les travaux réalisés ont également porté sur l'aménagement et le curage de l'oued Mekerra, sur une distance de 6,5 km, ce qui a permis de supprimer cinq grands rejets et 38 rejets individuels, tout en améliorant la capacité d'évacuation des eaux. Deux stations à chambre unique et deux stations de relevage ont, par ailleurs, été réalisées au profit de 2.000 et 1.500 logements du programme AADL dans la zone de Bouski. Les travaux ont aussi concerné l'aménagement de l'oued Hassi Zahana sur 2,5 km, ainsi que le renforcement de l'Office national de l'assainissement (ONA) en moyens et équipements nouveaux, notamment des camions hydrocureurs et

des pompes submersibles et flottantes à forte capacité de pompage, afin d'accroître ses capacités d'intervention et de maintenance. Concernant les opérations actuellement en cours, M. Belmeriri a fait état de la poursuite de l'étude du schéma directeur d'assainissement des eaux sur le bassin de l'oued Mekerra, au profit des communes de Haciba, Sidi Ali Benyoub, Tabia, Sidi Khaled, Boukhanefis et Mostefa Benbrahim. Les opérations en cours comprennent également l'étude d'un projet de station d'épuration à Benbadis, ainsi que la réalisation d'un système de traitement des eaux usées dans la zone de Dlamid, à Sidi Hamadouche, afin de protéger le barrage de Sarno contre la pollution. Elles prévoient également la réhabilitation du collecteur d'assainissement de la commune de Belouladi.

Dans le cadre du programme futur du secteur, le responsable a indiqué qu'il était proposé de réaliser deux stations d'épuration dans les villes de Sfisef et de Telagh, ainsi que de renouveler les réseaux d'assainissement dans les communes de Sidi Dahou, Merine, Oued Se-fioun et Aïn Kada, avec leur dotation en systèmes de traitement, en plus de la poursuite des opérations d'aménagement de l'oued Mekerra. Selon la même source, ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'études élaborées pour des schémas directeurs d'assainissement couvrant l'ensemble des communes de la wilaya. Elles permettront de généraliser les systèmes de traitement des eaux usées, de valoriser les eaux traitées et de les réutiliser pour l'irrigation agricole.

R.E

Réfléchir collectivement et expérimenter

Il est urgent de réfléchir collectivement et d'expérimenter, ce que ne peuvent plus faire les sociétés de classes profondément divisées et étroitement engagées. La division sociale de classes et du travail divise désormais plus qu'elle n'intègre. Les problèmes auxquels sont confrontés l'humanité sont considérables : crises économiques (chômage des diplômés, inégalités sociales), crise climatique (sécheresse, inondations).

4^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Les associations de parents (comme les Parent Teacher Association aux États-Unis) disposent d'un pouvoir financier et politique immense au sein des établissements. Ce modèle valorise le homeschooling (l'instruction en famille) ou les charter schools[5] si l'école publique ne convient pas aux valeurs de la famille. Le rapport de force entre l'institution scolaire et la société est très équilibré, voire inversé.

En ce qui concerne le modèle asiatique (Japon, Corée du Sud, Chine, Singapour), la famille est comme le prolongement de la classe d'école. Il n'y a aucune coupure. L'institution scolaire et la figure du professeur ne possèdent pas moins une autorité quasi sacrée. Ici, l'éducation est un devoir moral suprême et collectif. La réussite de l'enfant est directement liée à l'honneur de la famille. Un échec scolaire est d'abord perçu comme un manque de travail de l'élève et un défaut d'encadrement des parents. Le système scolaire public étant ultra-compétitif, les familles complètent massivement l'école par les Juku (Japon) ou Hagwon (Corée), des cours du soir privés.

L'histoire comparée de ces différents modèles montre des rapports différents entre la construction par le haut de la société et sa construction par le bas. Deux modèles peuvent être dit de type hiérarchique, l'un latin, centralisé, qui impose une construction par le haut de la société et s'est construit en opposition des influences traditionnelles (l'Église et la famille) pour imposer l'autorité de l'État. L'autorité de l'école y est aujourd'hui souvent en crise. Le second, le modèle d'Asie de l'Est, décentralisé, montre au contraire un modèle hiérarchique, mais se construisant par le haut et par le bas. Il s'appuie sur les traditions et préserve l'autorité de l'école. Il repose sur la fusion entre une philosophie millénaire, la tradition méritocratique impériale et le confucianisme, et une urgence de la reconstruction économique. On peut le dire hiérarchique, mais décentralisé et équilibré.

Les deux autres modèles peuvent être dits non hiérarchiques et plus ou moins équilibrés. Le modèle scandinave s'est développé à l'opposé du modèle latin : il n'oppose pas la construction par le haut et par le bas. C'est le plus équilibré. Il ne cherche pas à rompre avec la société, mais à faire de l'école le reflet d'une communauté homogène. L'histoire du modèle anglo-saxon marque un certain déséquilibre en faveur de la construction par le bas. La méfiance est inversée comparée au modèle latin. Son histoire est marquée par le passage d'une gestion locale et religieuse à une logique de marché et de performance.



... et leur application au contexte algérien

Ces modèles étaient disponibles à l'indépendance de l'Algérie, mais ils ne furent ni pris en compte ni étudiés. On n'adopta pas l'attitude pays de l'Asie de l'Est qui se sont empressés d'étudier les institutions qu'ils pouvaient imiter de l'Occident pour rattraper leur retard. Ni celle des Américains, soucieux de se distancier de l'Europe dont ils voulaient se démarquer. Bien que les exemples soient déjà là, paradoxalement, la sur-enchère dans la compétition politico-militaire nous a poussés dans les bras du modèle latin. C'est le modèle français et ses ressources héritées du colonialisme, qui s'imposa. Comment peut-on être sûr que le modèle latin est le plus adapté à la société algérienne ? On pourrait tester ces différents modèles dans différentes régions pour savoir lequel pourrait le mieux mobiliser la société dans sa quête de savoir. Nous n'avons pas choisi, un modèle s'est imposé, mais pourquoi des conditions passées peuvent-elles continuer à déterminer un choix présent ? C'est qu'une institution ne dépend ni d'elle-même ni du seul domaine qu'elle organise. Il y a une continuité de l'histoire et des discontinuités. La discontinuité coloniale a pesé trop lourd, l'histoire coloniale a légué des habitudes, des structures et en particulier du combat anticolonial une obsession : celle de la construction étatique, qui est à la base du système westphalien et de la reconnaissance internationale. Le combat anticolonial nous a porté dans la culture des colonisateurs, nous les avons combattus avec des armes que nous leur avons empruntées. Nous avons désiré être leurs semblables, nos élites n'en sont pas sorties. Les dichotomies culturelles, le système westphalien, l'obsession étatique, nous ont empêchés de promouvoir une telle recherche et l'expérimentation qui aurait dû en être faite. Une construction de la société déséquilibrée s'est imposée.

En caricaturant beaucoup, on peut dire que l'école algérienne a promu la compétition individuelle au lieu de la coopération, l'école contre les familles, et cela pour assurer la construction étatique. Paradoxalement, on a fait dépendre la cohésion de la société par son atomisation. L'école a-t-elle atteint ses objectifs ? On pouvait déjà en juger en comparant le rendement des différents modèles mondiaux. Le modèle latin est loin d'être le plus performant : il s'efforce de singler le modèle scandinave de coéducation et se défend difficilement du modèle anglo-saxon.

Dans la concurrence entre les modèles, ceux scandinaves et anglo-saxons dominant désormais l'Occident. Dans la compétition mondiale, celui de l'Asie de l'Est fait irruption. Mais tous ces modèles, attachés à des croyances sociales particulières, ne peuvent être imités par les sociétés postcoloniales, elles ne peuvent que leur emprunter des principes ou des éléments. Rappelons que nous entendons par croyances ce à quoi tient et produit l'expérience sociale, ce qui la structure. Ce qui fait sa réussite. Des croyances peuvent cependant être négatives, produire des équilibres sous-optimaux ou reproduire l'échec.

En séparant l'école de la famille, on a séparé le savoir du travail social, le domaine de l'éducation de celui de la production et de l'innovation. Cette séparation de la famille et de l'école a été complétée par la séparation du travail social et de l'entreprise, autrement dit de l'entreprise et de la famille. Les familles n'associent pas études et travail, métiers ou entreprise. « Pourquoi faire étudier ? », « ce sont les filles qui étudient » entend-on dire chez un nombre important d'adolescents. La compétition scolaire centrale en devient peu attractive.

On a cru que travail éducatif et travail productif pouvaient émerger d'une tabula rasa. Dans les faits, on s'est empêché de créer une demande sociale de sa-

voir-faire et de savoir-être. On a préféré importer et juxtaposer deux institutions, une institution scolaire et une institution de production, qui ne pouvaient se compléter sans leur écosystème. L'exemplarité de ces institutions n'a pas été confirmée. La compétition entre les élèves qu'entretient l'école ne se transformera pas en compétitivité sociale.

La famille a été exclue de l'effort d'investissement collectif, de l'effort d'investissement dans l'éducation et la production. Dans les faits, on a d'abord formé des fonctionnaires, puis cela étant acquis, on a produit des citoyens consommateurs plutôt que des entrepreneurs. La force que pouvait constituer l'engagement de certaines familles a été prise pour une faiblesse, la faiblesse que constituait l'engagement familial chez la majorité des familles n'a pas été transformée en force. La faiblesse de ces dernières résidant dans celle de leurs ressources matérielles, la force des familles dans les ressources psychologiques et morales. Au lieu de combiner force et faiblesse, pour que la faiblesse se transforme en force. On pourrait dire qu'au lieu de demander à la société de s'enrichir comme le fit le dirigeant chinois qui engagea son pays sur la voie de l'économie de marché, on ne cessa pas de croire que c'est l'État qui enrichit. La construction étatique n'a donc pas été simultanément construction sociale. L'État producteur et redistributeur de la rente, ne s'est pas transformé en État stratège de l'investissement social. À partir de telles séparations de l'école et de la famille, de la famille et de l'entreprise, le savoir dispensé par l'institution scolaire ne s'est pas transformé en savoir-être ; mal équipé, il ne s'est pas transformé en savoir-faire. La cohésion familiale malmenée dans ses conditions d'existence par la prolétarianisation que lui a fait subir la colonisation restera sur la pente de la prolétarianisation, de la séparation du travail et du savoir. La société postcoloniale continuera de séparer école et famille, famille et entreprise : la famille n'accumulera pas de savoir-faire, sera désemparée quant à son savoir-être. Le capital éparpillé ne pourra pas se reproduire, faute de transmission familiale. N'ayant pas créé de demande sociale pour le savoir-faire, quelles demandes a-t-on créées ? L'effort d'investissement social s'orientera en conséquence, il fera peu de cas de l'engagement dans l'éducation, dans l'entreprise. En optant pour le modèle latin plutôt que pour le scandinave ou le modèle anglo-saxon, on a choisi de former des fonctionnaires plutôt que des entrepreneurs.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

ARABIE SAOUDITE
Riyad
travaillerait sur
une importante
nouvelle levée
de fonds

L'Arabie saoudite pourrait réaliser un nouvel emprunt afin de poursuivre la diversification de ses sources de financement face aux retombées économiques du conflit impliquant l'Iran. Selon les sources de 'Bloomberg', le Royaume aurait entamé des pourparlers préliminaires pour lever au moins 8 milliards de dollars. Le Centre de gestion de la dette publique (NDMC) du Royaume aurait ainsi commencé à sonder des banques concernant une opération potentielle. Le géant pétrolier public, Saudi Aramco, mène des discussions similaires avec des banques. Ces deux transactions potentielles n'en sont qu'à un stade précoce et pourraient finalement ne pas se concrétiser, selon les mêmes sources.

Riyad et d'autres pays du Golfe sont confrontés aux retombées économiques du conflit régional, qui continue de perturber les échanges via le détroit d'Ormuz, d'augmenter les coûts d'importation et de peser sur les chaînes d'approvisionnement. Téhéran a notamment pris pour cible les infrastructures énergétiques saoudiennes, tandis que les Houthis, soutenus par l'Iran, ont menacé des navires en mer Rouge, compliquant les efforts du Royaume pour contourner le détroit d'Ormuz en exportant du pétrole depuis sa côte occidentale. L'économie saoudienne a connu au deuxième trimestre sa plus forte contraction depuis la pandémie, malgré la vigueur des cours pétroliers.

L'agence rappelle que la NDMC (Centre national de gestion de la dette) a annoncé, en mai, avoir finalisé son plan d'emprunt annuel, couvrant environ 90% de ses besoins de financement. L'organisme avait alors précisé que tout besoin supplémentaire serait satisfait principalement par le biais de canaux privés et des marchés locaux.

L'Arabie saoudite s'est imposée comme l'un des emprunteurs les plus actifs parmi les marchés émergents, levant environ 6 milliards de dollars via des émissions obligataires nationales et internationales cette année, tandis qu'Aramco a levé 4 Mds\$ supplémentaires. Son fonds souverain a levé 7 Mds\$ en mai, réalisant l'une des premières opérations sur les marchés publics depuis le début du conflit impliquant l'Iran. À la fin de l'année dernière, le NDMC a contracté un prêt syndiqué de 13 milliards de dollars sur sept ans, une opération rare témoignant de la volonté du royaume de solliciter des sources de capitaux hors marché pour financer le plan de diversification du prince héritier Mohammed ben Salmane.

Agence

EGYPTE

Le maïs en passe de détrôner le blé comme première céréale importée

Le blé est la principale denrée consommée en Egypte. Si le pays est historiquement connu pour ses importations record de la céréale, la dépendance vis-à-vis du marché mondial pour les besoins en maïs gagne du terrain.

Synthèse R

En Egypte, le marché céréalier retient son souffle. Jusqu'ici première graminée importée, le blé pourrait céder sa place au maïs durant la campagne 2026/2027. Selon les dernières données du Département américain de l'agriculture (USDA) publiées en août, le volume des importations de l'ingrédient de base du pain subventionné devrait reculer de 15,5 millions de tonnes à 13 millions de tonnes sur ladite année commerciale. Pendant ce temps, les achats de maïs sont attendus à 13,2 millions de tonnes, soit 700 000 tonnes de plus qu'un an plus tôt.

Un basculement inédit dans un contexte de montée en puissance de l'industrie animale

Si ces données sont encore susceptibles d'être révisées au fil des mises à jour mensuelles, elles confirment néanmoins le dynamisme de la demande de l'industrie animale en Égypte en matières premières. Depuis 2022/2023, le pays d'Afrique du Nord a plus que doublé ses achats de la céréale, porté par ce segment qui pèse pour plus de 85% de la consommation totale de maïs du pays grâce à l'aviculture et l'aquaculture.

Au cours des dernières années, ces deux filières ont bénéficié d'importants investissements privés, qui ont permis d'accroître la production et, par effet d'entraîne-

ment, les besoins en maïs des fabricants d'aliments pour animaux.

D'après l'USDA, l'Égypte a produit 1,92 milliard de poulets de volaille et 16 milliards d'œufs de consommation en 2025 contre 1,4 milliard de volailles et 14 milliards d'œufs par an avant 2023. En outre, l'aquaculture contribue désormais pour 80 % de l'offre totale de poissons.

Dans le pays où la production locale de maïs ne couvre qu'environ un tiers des besoins, la demande d'importations de cette céréale devrait continuer à augmenter au cours des prochaines années, à mesure que se développent ces deux industries. Selon les prévisions, la demande d'aliments destinés à l'aquaculture devrait ainsi dépasser 2 millions de tonnes d'ici à 2032.

Dans l'aviculture, où le maïs jaune représente jusqu'à 75 % de la composition des rations alimentaires commercialisées, les professionnels anticipent une production de 2 milliards de poulets de chair à l'horizon 2030, contre 1,4 milliard en 2020.

5e importateur mondial

Avec ce niveau record anticipé, l'Égypte consoliderait son statut de 5e importateur mondial de maïs derrière le Mexique, l'Union européenne (UE), le Vietnam et le Japon. Le pays a ravi cette position à la Corée du Sud dès la campagne 2025/2026, soit avec cinq ans d'avance sur les pers-

TUNISIE

L'illusion de la reprise, la réalité des déséquilibres

« **C**ourir pour rester à la même place n'est pas une avancée, c'est juste un sursis » écrivait Lewis Carroll dans *De l'autre côté du miroir*. Cette phrase, qui semblait n'appartenir qu'à la littérature, décrit aujourd'hui avec une précision troublante l'état de l'économie tunisienne. Une économie qui ne progresse plus, qui ne se transforme plus, qui ne fait que résister, encore et toujours, sans réforme structurelle, sans vision d'ensemble, sans avancées capables de modifier son destin.

La Tunisie se maintient, mais ne bouge pas. Elle avance sans changer. Elle produit sans créer. Elle croît sans se renforcer. Elle survit sans se projeter. Et c'est précisément ce paradoxe qui devient dangereux. Car la peur de quitter une prétendue zone de confort, la peur de réformer, la peur de décider, risque d'entraîner le pays dans une spirale de pertes économiques dont il ne pourra plus s'extraitre.

Des pertes de marchés, des pertes de compétitivité, des pertes de positionnement géoéconomique, des pertes d'image. Une lente érosion qui ne fait pas de bruit, mais qui finit toujours par coûter plus cher que les crises visibles. Ce qui menace aujourd'hui n'est pas la

faiblesse des chiffres, mais la faiblesse des décisions !

La Tunisie n'est pas immobile, elle est en mouvement circulaire. Elle tourne sur elle-même. Elle répète les mêmes diagnostics, les mêmes constats, les mêmes urgences, sans jamais franchir le seuil de l'action. Elle court, mais elle reste à la même place.

Et ce sursis, qui dure depuis des années, n'est plus tenable. Car dans un monde où les économies avancent à grande vitesse, où les transitions énergétiques, numériques et industrielles redessinent les rapports de force, rester immobile revient à reculer.

Ce qui menace aujourd'hui la Tunisie n'est pas l'absence de croissance, mais l'absence de transformation. Ce n'est pas la faiblesse des chiffres, mais la faiblesse des décisions. Ce n'est pas la crise, mais l'incapacité à en sortir.

Tant que le pays continuera à confondre stabilité apparente et immobilisme profond, tant qu'il continuera à préférer le confort du statu quo à l'effort de la réforme, il restera prisonnier d'un modèle économique qui ne crée plus de valeur, ne retient plus les compétences, ne sécurise plus les secteurs stratégiques et ne protège plus les ménages.

pectives agricoles 2021-2030 formulées par l'OCDE et la FAO.

Selon les données de la plateforme d'intelligence économique Argus, cette croissance des besoins durant la campagne 2026/2027 devrait essentiellement profiter au Brésil qui depuis 5 ans domine le marché maïs aussi à l'Argentine et aux USA.

« Le maïs brésilien a déjà représenté bien plus de la moitié des importations égyptiennes entre octobre et juin de la campagne commerciale actuelle, selon les données de Kpler. Cela prolonge la tendance observée en 2024-2025, lorsque les exportations brésiliennes vers l'Égypte ont doublé sur un an et ont représenté près des deux tiers du marché égyptien des importations de maïs, selon les données douanières [...] ».

Entre-temps, le maïs argentin pourrait regagner des parts sur le marché égyptien après le recul des expéditions observé au cours des quatre dernières campagnes commerciales.

Les données de suivi des navires indiquent que les arrivages de maïs argentin en Égypte ont atteint 1,8 million de tonnes durant les neuf premiers mois de la campagne 2025-2026, dépassant déjà les volumes totaux importés d'Argentine sur l'ensemble de chaque campagne depuis 2020-2021 », indique une analyse publiée par le cabinet vers la fin juillet.

Une croissance qui évite la récession mais ne corrige rien

La Tunisie enregistre une croissance positive avec un PIB en hausse de 1,4 %. Cette progression masque une réalité plus sombre révélée par Ecoweek et le tableau de bord TEMA.

C'est une économie qui se maintient sans se renouveler, une industrie qui s'éffrite, un marché du travail qui se contracte, un déficit énergétique qui s'aggrave et un investissement productif qui ne décolle pas. Les experts alertent sur une reprise fragile qui ne corrige aucun déséquilibre et qui risque d'installer durablement le pays dans une croissance de survie.

R I.

NIGERIA

La fintech OPay prépare une entrée à la Bourse de Lagos

Si le projet d'IPO d'OPay sur la Nigerian Exchange (NGX) se confirme, il pourrait constituer l'une des plus importantes d'une entreprise technologique au Nigeria. L'opéraion intervient alors que plusieurs grandes fintech africaines cherchent elles aussi à accéder aux marchés de capitaux, mais pour l'instant principalement à l'étranger.

Synthèse R I.

Selon des informations rapportées par la presse économique nigériane, OPay devrait annoncer prochainement son projet de cotation à Lagos. Le calendrier, le montant de l'opération et la part du capital qui pourrait être mise sur le marché ne sont pas encore connus. L'entreprise n'a pas souhaité commenter ces informations. Le projet intervient alors qu'OPay prépare parallèlement une éventuelle introduction en bourse aux États-Unis. La fintech aurait mandaté Citigroup, Deutsche Bank et JPMorgan pour travailler sur cette opération, qui pourrait valoriser l'entreprise autour de 4 milliards de dollars. Une double cotation à Lagos et aux États-Unis est évoquée, mais aucune modalité n'a été confirmée à ce stade.

Une entreprise aux racines chinoises devenue incontournable dans les paiements

OPay est née au Nigeria en 2018, mais ses



origines remontent à l'écosystème technologique chinois. La société a été incubée par Opera, alors contrôlée par l'entrepreneur chinois Yahui Zhou, avant de se déve-

lopper rapidement sur le marché nigérian. Son service de paiement mobile a été lancé en août 2018, d'abord dans une logique de « super-app » combinant paiements, transport et livraison. Les activités de transport et de livraison n'ayant pas rencontré le même succès, OPay a progressivement recentré son développement sur les paiements et les services financiers. L'entreprise s'est notamment appuyée sur un vaste réseau d'agents et de points de vente, lui permettant ainsi de toucher une population longtemps éloignée des services bancaires traditionnels. Ce positionnement lui a permis de changer d'échelle. En 2025, OPay aurait traité 358 milliards de dollars de transactions, contre 166,2 milliards un an plus tôt. Son chiffre d'affaires aurait atteint 536,3 millions de dollars, en hausse de 161 % sur un an, tandis que son résultat opérationnel est passé d'une perte de 35,1 millions de dollars en 2024 à un bénéfice de 107,1 millions en 2025. Le Nigeria représentait 88,1 % des revenus d'OPay.

CÔTE D'IVOIRE

Les importations d'engrais ont atteint un niveau record en 2025

En Côte d'Ivoire, comme dans la majorité des pays d'Afrique de l'Ouest, il n'y a pas encore de production primaire d'engrais chimique. Le pays doit recourir aux importations à la fois pour répondre à la demande domestique et pour alimenter les marchés de l'hinterland à travers les réexportations. 789 500 tonnes. C'est le volume d'engrais chimique importé par la Côte d'Ivoire en 2025, selon les données compilées par le Centre international de développement des engrais (IFDC) dans un rapport publié le 14 août 2026. Ce volume affiche une hausse de 38 % sur un an et constitue un nouveau record, dépassant

largement le précédent pic de 613 527 tonnes enregistré en 2023. Pour expliquer cette dynamique, l'IFDC met en avant la reprise de la demande dans un contexte de détente des prix internationaux des engrais depuis 2023, après le renchérissement exceptionnel enregistré en 2022. « Cette amélioration des conditions d'approvisionnement a permis aux importateurs de constituer d'importants stocks et de mieux répondre aux besoins du marché national », souligne le rapport. Il convient de noter que la croissance des achats effectués sur le marché international tient principalement à la forte progression enregistrée au ni-

veau de la consommation sur le marché domestique. En effet, la consommation apparente d'engrais en Côte d'Ivoire a atteint 593 107 tonnes en 2025, en hausse de 41 % d'une année sur l'autre, alors que les volumes réexportés vers les pays de l'hinterland en l'occurrence le Mali et le Burkina Faso, ont chuté de 2 % pour s'établir à 207 791 tonnes.

Le cacao et le coton tirent la demande sur le marché intérieur

La progression de la consommation apparente s'explique notamment par le dynamisme de la demande dans

deux des principales cultures d'exportation du pays, en l'occurrence le cacao et le coton. À eux deux, ces filières ont absorbé plus de 287 250 tonnes d'engrais, soit près de la moitié de la consommation apparente enregistrée en 2025. La dynamique dans le cacao est favorisée par « la hausse du prix garanti du cacao, étant passé à 2 800 FCFA/kg en octobre 2025, contre 1 800 FCFA/kg en 2024. Cette amélioration substantielle a contribué à accroître les revenus des producteurs et à favoriser davantage d'investissements dans l'utilisation des engrais », souligne l'IFDC.

Agence

NIGERIA

500 nouvelles stations de gaz naturel comprimé annoncées pour soutenir la transition post-subsidiation

L'essor du GNC au Nigeria se heurte encore à un déficit d'infrastructures, alors que le pays dispose d'importantes ressources gazières. Abuja veut désormais combler ce retard pour faire du gaz une alternative crédible à l'essence. Au Nigeria, le gouvernement fédéral a autorisé la construction de 500 nouvelles stations de distribution de GNC (gaz naturel comprimé) à travers le pays. Cette décision s'inscrit dans les mesures engagées par les autorités pour réduire le coût du transport, après la suppression de la subvention sur l'essence « Nous avons convenu de mettre en place un comité mixte fédéral et étatique pour commencer immédiatement la mise en œuvre de ces mesures. Un véhicule fonctionnant au GNC dépense 60 à 80 % moins en carburant qu'un véhicule fonctionnant à l'essence », a indiqué le prési-

dent Bola Tinubu, dans un message publié le 27 août. Selon le chef de l'État, ces nouvelles infrastructures porteront à 1 000 le nombre de stations de GNC déployées dans le cadre du programme gouvernemental, soutenu par un fonds dédié. L'objectif est notamment d'accélérer l'adoption du GNC comme alternative à l'essence et de réduire l'impact de la hausse des prix des carburants sur les coûts de mobilité.

Plus de 120 000 véhicules convertis

Lancée en 2023 dans le sillage de la suppression des subventions sur les carburants, la Presidential Initiative on CNG & EV vise à favoriser le développement des véhicules fonctionnant au gaz naturel comprimé et, plus largement, à réduire la dépendance du pays aux carburants fos-

siles conventionnels. Dans le cadre de cette initiative, plus de 120 000 véhicules auraient déjà été convertis au GNC à travers le pays, tandis que plus de 100 000 kits de conversion supplémentaires seraient en cours de production. Le programme a également permis, selon les autorités, de mobiliser plus de 2 milliards USD d'engagements d'investissements privés auprès des acteurs du secteur.

Des obstacles qui persistent

Malgré les progrès annoncés, la mise en œuvre du programme reste confrontée à plusieurs difficultés. Les objectifs initiaux peinent notamment à être atteints en raison du coût de conversion des véhicules thermiques au GNC, qui serait compris entre 900 000 et 1,6 million de nairas (en-

tre 671,1 et 1193 USD) par véhicule, selon plusieurs analyses. A cette contrainte s'ajoute l'évolution du prix du GNC, dont la hausse réduit progressivement l'écart de coût avec l'essence et pourrait limiter l'intérêt économique de la conversion pour certains transporteurs et particuliers. Cette accélération du projet survient par ailleurs à quelques mois de l'élection présidentielle prévue en janvier 2027, dans un contexte où la suppression de la subvention sur les carburants continue d'alimenter les débats sur le coût de la vie et celui des transports. La politique du GNC constitue ainsi pour le gouvernement un moyen de proposer une alternative à la subvention, alors que la question du prix des carburants devrait rester au cœur des débats électoraux

Agence

TOGO
Un projet de centrale thermique de 120 MW à bifuel annoncé à Lomé

Au Togo, la demande en électricité progresse au rythme de 10 % par an. Une situation qui creuse l'écart avec une offre de production peinant à suivre. Le pays mise sur de nouvelles capacités thermiques pour face à cette montée.

Une nouvelle centrale thermique à double combustible (bifuel) d'une capacité de 120 MW est en projet dans la capitale togolaise, Lomé. Annoncé la semaine dernière par le ministère délégué chargé de l'Énergie, le projet fait l'objet d'un Avis de Mobilisation Anticipée de Marché, destiné à préparer la sélection du futur opérateur. La future centrale sera implantée sur le site de la Centrale Thermique de Lomé et bénéficiera de l'appui financier de la Banque mondiale. Elle contribuera à renforcer la capacité pilotable du système électrique national, alors que la demande continue de progresser. Selon les données communiquées par le ministère chargé de l'Énergie, la pointe de consommation électrique a atteint 360 MW au premier trimestre 2026, avec une progression estimée à environ 10 % par an. Dans ce contexte, l'ajout de 120 MW doit permettre au Togo de disposer d'une capacité supplémentaire mobilisable en fonction des besoins du réseau, notamment lors des périodes de forte demande. Un projet basé sur des moteurs bicom bustibles

Le projet porte principalement sur la conception, la fourniture, l'installation, les essais et la mise en service de la centrale, prévue sous la forme d'une configuration modulaire de groupes moteurs bicom bustibles. Ces équipements fonctionneront principalement au gaz naturel, avec la possibilité d'utiliser un combustible liquide en appoint. Le marché comprend également la formation du personnel ainsi qu'une prestation de maintenance après la réception provisoire de l'installation.

R I.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes dans le rouge, Technip Energies sur orbite

Les marchés actions européens entament le mois de septembre dans le rouge, dans un environnement marqué par la remontée des rendements obligataires, les tensions persistantes au Moyen-Orient et plusieurs actualités d'entreprises. A Paris, le CAC 40 recule de 0,46%, à 8 296 points, tandis que l'Euro Stoxx 50 cède 0,83%. La tendance est plus nettement baissière à Francfort, où le DAX abandonne 1,17%, et à Londres, où le FTSE 100 perd 1,12%.

Dans l'actualité des sociétés, Technip Energies signe l'une des performances les plus remarquées de la séance. Selon BFM Business, le groupe d'ingénierie serait candidat à un appel d'offres lancé par SpaceX pour construire un site de production de carburant sur sa nouvelle base en Louisiane. Le contrat potentiel représenterait plus de 10 milliards de dollars, soit environ 8,6 milliards d'euros. Peu avant midi, l'action Technip Energies caracolait (+6,71%) en tête d'un SBF 120 en repli de 0,47%.

Air Liquide (+2,76%) brille en tête de l'indice CAC 40. Le fonds activiste Elliott Management aurait pris une participation au capital du spécialiste français des gaz industriels, selon le Financial Times. Le principal indice de la place parisienne est en revanche freiné par Renault qui chute de 3,57%, suivi par Saint-Gobain (-2,96%) et Stellantis (-2,70%). Les cours du pétrole demeurent également au centre de l'attention sur fond de tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Le baril de Brent se maintient au-dessus

de 91 dollars, alors que les affrontements entre les Etats-Unis et l'Iran entretiennent les craintes concernant l'approvisionnement mondial. Les inquiétudes se concentrent notamment autour du détroit d'Ormuz. Un nouveau pétrolier aurait été touché lundi par plusieurs projectiles alors qu'il naviguait à proximité des côtes ománaises. Le président américain Donald Trump a de son côté promis une riposte après les attaques iraniennes visant des bases militaires américaines dans la région, de quoi renforcer la nervosité des investisseurs.

Les indicateurs d'activité apportent toutefois quelques signaux plus encourageants en Europe. En France, l'indice PMI manufacturier de S&P Global s'est établi à 51,1 points en août, après 49,8 en juillet. Le chiffre définitif ressort néanmoins légèrement sous l'estimation préliminaire de 51,5 points. La dynamique apparaît encore plus solide en Allemagne. Le PMI manufacturier allemand a progressé à 54,3 points en août, contre 52,2 en juillet et une estimation préliminaire de 54,1. La hausse des nouvelles commandes a notamment permis à la production d'enregistrer sa plus forte croissance depuis janvier 2022. Sur le marché des changes, l'euro cède 0,15% à 1,1598 dollar.

Agence

BOURSE DE PARIS

Retournement à la baisse après une ouverture en hausse

La Bourse de Paris a subi un retournement de tendance à la baisse mardi au moment de la publication des chiffres de l'inflation en zone euro, après une ouverture à la hausse à contre-courant des autres marchés mondiaux. Après 11H00 (09H00 GMT), le CAC 40 s'est aligné sur la tendance des autres indices boursiers en Europe en perdant 39,02 points (-0,47%), à 8.296,48 points. La veille, le panier des 40 principales valeurs françaises avait terminé en baisse de 0,79%, à 8.334,50 points. En début de séance, l'indice CAC 40 progressait, tiré vers le haut par des achats de titres d'Air Liquide (+2,93% à 174,50 euros vers 10H00), après parution d'une information selon laquelle le fonds activiste Elliott Management entrerait au capital du champion français des gaz industriels. Les investisseurs ont ensuite appris que l'inflation avait bondi à 3,3% en zone euro en août (+0,4 point), tirée par les

prix de l'énergie, selon Eurostat. L'inflation est alimentée par le choc externe du conflit lancé par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, qui a bloqué le passage normal des navires pétroliers par le détroit d'Ormuz. Référence du brut, le Brent de la mer du Nord s'échangeait mardi matin à 92,48 dollars le baril, en hausse de 2,20%, sur la même tendance que le WTI américain (+2,54% à 87,94 euros). Sur le front géopolitique, le président américain Donald Trump a encore menacé de "frapper fort" contre l'Iran, après la reprise des bombardements. Dans le détroit d'Ormuz, un navire a été touché par "trois projectiles inconnus" d'après l'agence maritime britannique UKMTO. Cela "renforce les craintes liées à l'offre" de pétrole, a souligné l'analyste Kathleen Brooks dans sa note aux usagers de la plate-forme XTB.

R. I.

MARCHÉS EN ASIE

Repli généralisé, envolée du pétrole

Les Bourses asiatiques ont ouvert en baisse mardi matin, dans la continuité des pertes de Wall Street la veille avec la remontée des taux obligataires, tandis que les cours du pétrole ont continué leur montée. Les anticipations d'une inflation élevée et de la hausse des coûts d'emprunt ont poussé le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans à son plus haut niveau depuis janvier 2025. Cette tendance a déteint sur l'Asie, les rendements des obligations d'Etat japonaises à 10 ans touchant lundi un pic de 30 ans, et les marchés actions étant poussés à la baisse. Vers 03H40 GMT, l'indice Kospi de la Bourse de Séoul céda à 0,33% à 6.797,70 points. L'indice de référence Nikkei à la Bourse de Tokyo abandonnait 0,39% à 66.050,33 points. A Hong Kong, l'indice Hang Seng décrochait de 1,15% à 25.272,97 points. L'indice composite de la Bourse de Shanghai était proche de l'équilibre (-0,08%). Et l'indice Taiex de la Bourse de Taïpei affichait une belle performance, en hausse de 1,46%. Vers 03H40 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre prenait 0,77% à 91,19 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en octobre, bondissait de 1,10% à 86,70 dollars.

APS

BOURSE ZURICH

Le doute s'instille en cours de matinée

Emparillées dans les premiers échanges, les valeurs de la Bourse suisse tendaient à converger en direction de la cave mardi à l'approche de la mi-journée. Dans une ambiance plombée par la reprise des hostilités actives autour du détroit d'Ormuz et son impact inflationniste sur les prix du pétrole, les résultats d'étape ou d'études faisaient toute la différence. "Le Brent évolue autour de 91 dollars le baril avec le regain des tensions au Moyen-Orient, renforçant les inquiétudes sur l'inflation et donc sur la trajectoire des politiques monétaires. Pour l'instant, cette combinaison entre pétrole plus cher et taux longs plus élevés alimente surtout la prudence des investisseurs plutôt qu'un véritable mouvement d'aversion au risque," relativise John Plassard,

chez Cité Gestion. L'inflation inquiète aussi sur le Vieux continent, qui vient de confirmer une accélération en août d'une renchérissement dépassant déjà allègrement le plafond de 2% défendu par la Banque centrale européenne, à 3,3%, contre déjà 2,9% en juillet. "Le marché a déjà fermement intégré l'idée d'un nouveau relèvement de taux au cours des prochaines semaines," relate à cet égard Maximilian Wiendke, analyste chez Etoro. Sont encore attendus les prix à la production au mois d'août, ainsi que le rapport JOLTS sur les créations d'emploi en juillet au pays de l'oncle Sam, tous deux agendés pour 16h00. En Suisse, l'Office fédéral du logement a reconduit inchangé, comme attendu, le taux de référence hypothécaire applicable aux baux à

loyers. A 11h05, le Swiss Market Index (SMI) s'enfonçait de 0,45% à 14'221,47 points, le Swiss Leader Index (SLI) de 0,75% à 2276,08 points et le Swiss Performance Index (SPI) de 0,46% à 20'019,43 points. Seules trois des trente valeurs vedettes se maintenaient dans le vert, deux autres oscillant encore autour de l'équilibre. Le géant pharmaceutique Novartis (+3,9%) revendique le succès de deux programmes cliniques avancés contre la sclérose en plaques, faisant au passage oublier la suspension d'une ribambelle d'autres volets d'études moins avancés sur une thérapie cellulaire en raison de décès de patients. Les représentants des dispositifs médicaux Straumann(+2,4) et Sonova (+0,3%) se paraient également

de vert, le premier à la faveur d'une recommandation à l'achat formulée par UBS. Le réassureur Swiss Re et le géant des génériques Sandoz avaient peu ou prou retrouvé leur point de départ. La lanterne rouge collait à Partners Group (-7,5%), dont la performance semestrielle comme les perspectives brossées pour la suite peinaient à convaincre les intervenants. Les valeurs bancaires n'en menaient pas large non plus. Actif dans le domaine de la sclérose en plaques également, Roche décrochait de 1,6% à 347,40 francs suisses. Le béhémoth bancaire UBS (-2,5%) ne profitait guère plus du penchant au compromis sur la question des fonds propres réglementaires exprimé la veille par une commission

parlementaire. L'Association suisses des employés de banques salue une proposition "plus supportable" que le tour de vis initialement articulé par la Conseil fédéral. Julius Bär abandonnait 2,4%. Swiss Life (-0,7) a livré une copie plus fructueuse qu'attendu sur les six premiers mois de l'année, avec à la clé un programme de rachat d'actions et une vague de suppressions de postes. Sur le marché élargi, Dormakaba s'envolait de 4,0%. Le spécialiste des accès sécurisés aux bâtiments s'est lancé dans les grandes manœuvres, entre cession-location de son siège de Rümlang et rationalisation de la structure de son actionnariat, à l'issue d'un exercice décalé 2025/26 pénalisé par les changes.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 01 septembre 2026

Valeur : 03 septembre 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.2293	133.2443
1	EUR	EURO		154.4661	154.5234
1	GBP	POUND STERLING		180.3809	180.4745
100	JPY	JAPANESE YEN		83.3777	83.3924
1	CNY	CHINESE YUAN		19.8264	19.8289
1	CHF	SWISS FRANC		164.9082	165.0084
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.0419	96.0804
1	DKK	DANISH KRONE		20.6791	20.6846
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8880	13.8919
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.2450	14.2487
1	AED	UAE DIRHAM		36.2746	36.2806
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4833	35.4892
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.6891	433.8792
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.3140	45.7694
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3912	14.3928
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.9151	21.0224
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3258	3.3361
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		182.3844	182.3844

PORTUGAL

La croissance s'accélère, portée par les exportations

Le produit intérieur brut (PIB) du Portugal a progressé de 0,8% au deuxième trimestre, après une hausse de 0,1% en début d'année, grâce notamment à une hausse des exportations, selon une deuxième estimation publiée lundi par l'Institut national des statistiques (Ine).

"La contribution de la demande extérieure nette a été décisive pour cette évolution", a souligné l'Ine, en confirmant une première estimation de la croissance économique divulguée fin juillet. Au deuxième trimestre, les exportations ont progressé de 2,5% par rapport aux trois mois précédent, après une hausse de 1,9% entre janvier et mars. En glissement annuel, elles ont augmenté de 4%. Sur un an, le PIB du Portugal trimestre a progressé de 2,5% entre avril et juin.

La demande intérieure a en revanche très légèrement progressé (+0,1%). L'office statistique portugais a également publié lundi une première estimation de l'inflation du mois d'août. L'indice des prix à la consommation a progressé en glissement annuel de 3,3% en août, contre 3% en juillet, principalement sous l'effet de la hausse des prix du carburant. Les prix de l'énergie ont augmenté de 12,2% en août, contre 8,7% en juillet. Sur un mois, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,1%, après un recul de 0,5% en juillet.

L'indice harmonisé des prix, qui permet la comparaison avec les autres pays de la zone euro, a enregistré en août une hausse de 3,6% sur un an, après 3,1% en juillet. Et, sur le marché du travail, le taux de chômage est resté stable en juillet par rapport au mois précédent, à 5,7%, a encore annoncé l'institut statistique. Sur cette période, le chômage des jeunes de moins de 25 ans a toutefois augmenté, s'établissant à 20,1% contre 19,9% le mois précédent.

Agence

IMPÔT SUR LA FORTUNE EN ESPAGNE
Ce que tout expatrié doit savoir en 2026.

La fiscalité patrimoniale des étrangers résidant en Espagne est un mille-feuille que beaucoup sous-estiment à leur arrivée. En 2026, plusieurs évolutions récentes changent les règles du jeu. Tour d'horizon des points critiques à maîtriser avant la fin de l'année fiscale. La particularité espagnole tient à la superposition de deux impôts distincts sur le patrimoine, qui s'appliquent de manière complémentaire. Le premier est l'Impuesto so-

bre el Patrimonio, le Patrimonio, qui frappe le patrimoine net mondial de chaque résident fiscal espagnol au 31 décembre. Un abattement personnel de 700 000 euros s'applique en règle générale, auquel s'ajoute une exonération de 300 000 euros sur la résidence principale. Le niveau de l'impôt varie ensuite considérablement selon la communauté autonome : la Communauté de Madrid offre historiquement une bonification de 100 %, ce qui équivaut de

facto à une suppression de l'impôt pour ses résidents, tandis que la Catalogne ou l'Andalousie appliquent des taux réels. Pour un patrimoine d'environ 1,2 million d'euros de base imposable, la facture annuelle peut osciller entre 0 euro à Madrid et 7 000 à 8 000 euros dans d'autres régions. Le second est l'Impuesto Temporario de Solidaridad de las Grandes Fortunas, l'ITSGF, introduit par la loi 38/2022 pour neutraliser les effets des bonifications régio-

nales sur les grands patrimoines. Il s'applique aux patrimoines nets mondiaux supérieurs à 3 millions d'euros, indépendamment de la communauté autonome de résidence. Selon Richelieu International, ce dispositif qualifié de « temporaire » à sa création a été prolongé sans terme fixé, jusqu'à une réforme du financement autonome qui n'était pas intervenue au 30 juillet 2026.

R I.

ZONE EURO

L'inflation bondit à 3,3% en août, au plus haut depuis trois ans

Ce regain d'inflation est provoqué par la nouvelle embardée des prix du pétrole observée cet été, depuis la reprise des hostilités entre les États-Unis et l'Iran début juillet. L'inflation a bondi en août dans la zone euro, atteignant son niveau le plus élevé depuis trois ans en raison de la remontée des prix de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient, selon des données d'Eurostat publiées mardi. La hausse des prix au sein des 21 pays parta-

geant la monnaie unique européenne a atteint 3,3% sur un an le mois dernier, son plus haut niveau depuis septembre 2023, contre 2,9% en juillet, selon une première estimation de l'office européen de statistiques. Cette nette accélération, conforme aux attentes des économistes interrogés par Bloomberg, s'explique par la nouvelle embardée des prix du pétrole observée cet été, depuis la reprise des hostilités entre les États-Unis et l'Iran dé-

but juillet. Ainsi, selon Eurostat, la hausse des prix de l'énergie dans la zone euro a accéléré à 14,3% en août, contre 10,3% le mois précédent. Les prix des biens industriels ont participé beaucoup plus modestement au mouvement, ressortant en hausse de 1,2%, contre 0,9% en juillet. À l'inverse, les prix des services ont décéléré à 3% (-0,3 point), tandis que ceux de l'alimentation se sont maintenus +1,2%. L'inflation sous-

jacente, qui exclut les prix des biens les plus volatils (dont l'énergie et l'alimentation) a quant à elle légèrement ralenti à 2,4% sur un an (-0,1 point). En mai dernier, l'inflation dans la zone euro avait atteint un pic à 3,2% dans le sillage du conflit au Moyen-Orient, avant de redescendre sous la barre des 3% grâce à un apaisement temporaire des prix du pétrole.

R I.

FRANCE

Après la taxe sur les petits colis, un malus sur les vêtements de mode jetable

Alors qu'une taxe européenne sur les petits colis chinois en ait freiné l'importation, la France a opté pour l'instauration d'un malus sur chaque produit de mode ultra-éphémère type Shein, pouvant atteindre jusqu'à 19,50 euros en plus pour une veste d'ici 2030. « Il y a urgence à agir rapidement en matière d'ultra-fast fashion », a déclaré lundi le cabinet du ministre de la Transition écologique lors d'un briefing presse visant à décortiquer les dispositions de la loi anti-fast fashion adoptée par le Parlement cet été. L'une de ses mesures phares, le malus financier sur les habits de mode jeta-

ble, entre en vigueur mardi. Entre la marque haut-de-gamme française Ba&sh, l'enseigne nordiste Kiabi, l'espagnol spécialiste de la fast fashion Zara et le pionnier asiatique de la mode ultra-éphémère Shein, les « différences d'ordre de grandeur extrêmement significatives », selon le cabinet. Ba&sh met en rayon 300 produits différents par an, Kiabi, 17.400, Zara environ 20.000 mais Shein, « dépasse le 1,7 million de références », a chiffré le cabinet de Mathieu Lefèvre. Des chiffres qui affolent autorités publiques, associations et parlementaires en France mais aussi en Europe, qui accusent ces grandes plateformes (avec

les chinois Temu et AliExpress) de pollution environnementale au vu des volumes mis sur le marché mais aussi de concurrence déloyale envers les entreprises européennes voire de travail forcé dans les usines de l'Empire du Milieu. Pour sa part, Shein n'a pas souhaité commenter tandis que Temu et AliExpress n'avaient pas réagi dans l'immédiat. À partir de mardi, un malus financier s'appliquera sur chaque produit qu'un savant calcul permettra de classer dans la catégorie mode ultra-éphémère. Chaque vêtement aura un score, produit d'une équation entre les volumes

de vêtements mis sur le marché par l'entreprise et l'incitation à la réparation (un coefficient rapportant le prix du produit à ce que coûterait sa réparation). À titre d'exemple, en 2026, les entreprises concernées paieront 50 centimes de pénalité pour chaque caleçon dont le score est inférieur au seuil établi, et 2 euros pour un T-shirt, 9 euros pour un jean et 12 euros pour une veste. Ce malus prévoit jusqu'à 19,50 euros de pénalité par pièce en 2030, avec un plafonnement à 50% du prix hors taxe. Synthèse R I.

CLOUDFLARE LANCE ADAPTIVE INTELLIGENCE

Une IA qui rend la vie infernale aux robots pirates

L'entreprise américaine de cybersécurité Cloudflare lance Adaptive Intelligence, un moteur de détection qui réapprend en continu pour rendre chaque cyberattaque automatisée plus coûteuse que rentable. Avec l'ambition d'inverser le rapport de force face aux bots malveillants.

Chaque jour, Cloudflare filtre plus de mille milliards de requêtes à travers le monde, et une bonne partie cache des robots bien décidés à passer entre les mailles du filet. Voilà pourquoi l'entreprise a officiellement présenté, ce lundi 31 août 2026, Adaptive Intelligence, un moteur de détection de bots propulsé par l'intelligence artificielle, et intégré à son service Bot Management. Contrairement aux systèmes de sécurité classiques, figés entre deux mises à jour, cette technologie se réentraîne en permanence sur le trafic réel pour suivre l'évolution des cyberattaques automatisées. Un changement de stratégie que Cloudflare assume pleinement, quitte à admettre qu'aucun mur ne pourra jamais arrêter un attaquant suffisamment déterminé.

Les bots malveillants ont toujours une longueur d'avance sur les défenses traditionnelles

Le calcul a longtemps semblé perdu d'avance pour les équipes de sécurité, même pour celles de Cloudflare, plutôt réputées pour leur savoir-faire en la matière. Un attaquant peut multiplier les tentatives à moindre coût, changer d'adresse IP, se fabriquer une nouvelle identité numérique et recommencer autant de fois que nécessaire, sans jamais vraiment s'es-souffler. Les défenseurs, eux, doivent vérifier chaque ajustement avec soin pour ne jamais bloquer un vrai client par erreur. Du coup, les outils traditionnels se déploient par mises à jour espacées, parfois plusieurs semaines d'ailleurs, et les assaillants, eux, n'ont besoin que de quelques heures pour changer de méthode. Certains groupes redoublent d'ingéniosité pour se fondre dans le trafic normal. En s'appuyant sur de vastes réseaux de proxys résidentiels, ils répartissent leurs requêtes sur un grand nombre d'adresses différentes, changent de signature à chaque passage et avancent lentement, sans jamais se presser, dans un formulaire de connexion ou un tunnel de paiement. Vu isolément, chaque requête ressemble à celle d'un visiteur ordinaire. Et c'est justement cette dispersion patiente et méthodique qui rend l'attaque difficile à repérer, car aucune adresse, prise isolément, ne dépasse jamais le seuil qui déclencherait l'alerte. Le problème de fond, selon Cloudflare, tient à la nature même des défenses ac-



tuelles. Elles sont dites déterministes, c'est-à-dire qu'une même donnée produit toujours la même réponse. Un attaquant patient finit donc par cartographier les limites du système à force d'essais réussis, un peu comme on chercherait la combinaison d'un coffre-fort par élimination. Certains groupes ont même mis au point des outils pour semi-automatiser ce travail de sape, imaginez ! L'entreprise américaine nous dit que la question n'est plus de savoir si un attaquant déterminé finira par passer, mais ce qui se produit une fois qu'il y est parvenu. La partie semble jouée d'avance, Cloudflare le reconnaît, mais c'est en même temps ce qui a poussé la société à revoir toute son ap-

Une intelligence artificielle qui n'arrête jamais d'apprendre

La nouvelle brique de Cloudflare, baptisée Adaptive Intelligence, se glisse derrière le fameux « bot score » de l'entreprise, ce chiffre qui évalue la probabilité qu'une requête provienne d'une machine plutôt que d'un humain, en croisant des signaux comme l'empreinte de connexion JA4 (une sorte de carte d'identité technique que chaque appareil laisse malgré lui en se connectant), des tests JavaScript, la réputation du réseau d'origine ou encore le comportement de session. Sa particularité est que le modèle de machine learning ne se contente plus d'une version figée mise à jour de temps en temps. Il se réentraîne en continu sur le trafic réel, capable d'in-

tégrer un nouvel outil de contournement la semaine même de son apparition, sans attendre une quelconque publication planifiée. Le deuxième pilier est encore en préparation, il s'agit des règles de blocage jetables. Concrètement, au lieu d'installer une protection fixe, Cloudflare crée une règle ciblée pour bloquer une attaque précise, la laisse active un moment, puis la retire à un intervalle aléatoire pour la remplacer par une autre. Pas besoin qu'elle soit parfaite ou incroyable : elle doit juste tenir assez longtemps pour freiner l'attaquant. Le temps que celui-ci comprenne comment la contourner, elle a déjà disparu, remplacée par une nouvelle règle qu'il devra à nouveau étudier de zéro. Tout le travail d'ingénierie qu'il vient de fournir part alors directement à la poubelle. Mais attention, retirer une règle ne revient pas à l'oublier. Le système garde en mémoire les attaques déjà rencontrées, même une fois leurs règles désactivées. Un pirate ne peut donc pas espérer repartir de zéro en changeant simplement d'adresse ou d'outil. Si son attaque ressemble, même de loin, à une menace déjà croisée par le passé, Cloudflare la reconnaît immédiatement. Enfin, le système apprend aussi de ce qu'il protège. Quand un client signale qu'un visiteur légitime a été bloqué par erreur, cette correction devient une donnée d'entraînement à part entière. Au fil du temps, le moteur affine sa compréhension des menaces réellement rencontrées par les clients de Cloudflare, plutôt que de s'ap-

puyer sur une photographie figée d'un paysage de cybermenaces qui, lui, ne cesse jamais d'évoluer.

Une cyberdéfense qui se teste avant de passer en première ligne

Dans le détail, le moteur tourne en boucle continue, en suivant le modèle « observer, entraîner, déployer, valider ». Il agrège plusieurs types de signaux, des em-preintes de connexion aux comportements de session, avant de générer un nouveau modèle candidat. Mais rien n'est mis en production au hasard, puisque chaque nouvelle version tourne d'abord en mode silencieux, en parallèle du modèle existant, et ses résultats sont comparés avant toute bascule. Si elle pénalise les vrais visiteurs, elle ne voit jamais le jour. L'analyse se fait d'ailleurs sur plusieurs fenêtres temporelles à la fois, une courte pour repérer un pic soudain, une plus longue pour détecter un comportement répété sur des milliers d'adresses qui n'ont, en apparence, aucune raison d'agir de concert. Chaque candidat est jugé sur sa précision, et l'équipe garde la possibilité de mettre en pause ou d'annuler un déploiement avant qu'il n'atteigne l'ensemble du réseau.

Adaptive Intelligence complète Precursor, un autre outil de Cloudflare dévoilé le mois dernier, qui observe le comportement d'un visiteur une fois arrivé dans le navigateur. Ce dernier analyse le tempo de ses actions, ses mouvements, bref, tous ces petits signaux humains qu'un robot peine encore à reproduire fidèlement. Ensemble, les deux briques se renforcent mutuellement et compliquent sérieusement la tâche des assaillants les plus déterminés. Pour les clients Entreprise de Cloudflare, l'activation se limite à un bouton, « Auto Update Machine Learning », dans le tableau de bord Bot Management. Aucune migration n'est nécessaire ni aucune configuration supplémentaire, le bot score déjà utilisé continue de fonctionner normalement. Une manière, pour l'entreprise, d'affirmer qu'aucun mur ne tiendra éternellement face à un attaquant motivé, mais qu'on peut au moins lui faire perdre son temps, et surtout son argent, un pari qui fait écho aux inquiétudes récentes de plusieurs géants du secteur sur la capacité des défenses actuelles à tenir face à des attaques toujours plus rapides.

OpenAI achèterait des milliers de Mac Mini et Mac Studio Apple pour entraîner ses IA

Les géants de l'IA cherchent absolument tous les matériels pour entraîner leurs IA. Et même les appareils les plus étonnants. Les firmes de l'IA ont des besoins insatiables de matériels et d'énergie, pour développer des modèles d'intelligence artificielle toujours plus puissants. Un appétit gargantuesque illustré par l'estimation des dépenses infrastructures d'OpenAI, qui seraient de 750 milliards de dollars jusqu'à 2030.

Les Mac mini et les Mac Studio dévalisés par OpenAI pour entraîner ses IA

Mais même avec l'argent, il n'y a en général pas d'offre suffisante, ce qui pousse une entreprise comme celle de Sam Altman à des solutions alter-



natives étonnantes. Il en faut toujours plus dans l'IA. Et en général, il faut toujours plus de GPU (et de chez NVIDIA quand on a bon goût). Mais ces puces ne sont pas les seuls matériels qui peuvent être sollicités dans le développement des IA. The Information nous apprend ainsi que ces derniers mois, OpenAI a dévalisé les rayons d'Apple et a acheté des milliers de Mac mini et Mac Studio pour ses besoins. Le créateur de ChatGPT en demanderait d'ailleurs encore, quand son rival Anthropic loue lui massivement l'utilisation d'appareils Mac mini à travers le cloud d'Amazon. Il faut préciser tout de même ici que les productions d'Apple ne remplacent pas les GPU haut de gamme de

NVIDIA. Ces puces sont plutôt dédiées au pré-entraînement massif, afin de traiter les volumes gigantesques de données brutes en début de processus.

Les machines Apple utilisées pour l'étape du renforcement

Les Mac mini et les Mac Studio sont placées à l'étape suivante du développement, au stade du renforcement. Il s'agit du moment où l'on teste des actions sur le modèle, et qui, à chaque fois qu'il se trompe, se voit indiquer son erreur, et se corrige donc en conséquence. Autant dire qu'avec la sortie des tous nouveaux Mac mini M6 et Mac Studio M5 Ultra, la tendance pourrait encore prendre de la force.

C'est signé ! Nissan et Honda vont partager le "cerveau" de leurs futures voitures dès 2029

Le mariage industriel a échoué, mais Nissan et Honda n'ont finalement pas renoncé à travailler ensemble. Les deux constructeurs japonais viennent de conclure un accord portant sur l'électronique et les logiciels de leurs prochaines voitures. À partir de 2029, ils partageront des composants et des architectures essentielles au fonctionnement des véhicules dits « définis par logiciel ». Une coopération devenue stratégique face à Tesla et, surtout, aux constructeurs chinois.

L n'y aura donc pas de géant automobile japonais réunissant Nissan et Honda sous le même toit. En revanche, sous les carrosseries de leurs futures voitures, une partie des technologies pourrait devenir commune.

Après plus de deux ans de discussions, les deux groupes ont choisi un terrain de coopération moins spectaculaire qu'une fusion, mais probablement presque aussi déterminant à long terme : l'architecture électronique et logicielle de leurs prochaines générations de véhicules.

Nissan et Honda vont partager une partie du cerveau électronique de leurs voitures

L'accord annoncé ce 31 août concerne les futurs Software Defined Vehicles, ou SDV, dont les premiers modèles utilisant ces technologies communes sont désormais attendus à partir 2029. Leur arrivée intervient environ deux ans plus tard que ce qui avait été envisagé lors des premières discussions.

Derrière cet acronyme assez abstrait se cache une transformation profonde de l'automobile. Une voiture moderne embarque de nombreux calculateurs, chargés aussi bien de gérer certains organes mécaniques que les aides à la conduite, le confort ou les fonctions numériques. Avec les SDV, le logiciel prend une importance croissante dans l'organisation du véhicule : certaines fonctions peuvent évoluer après sa fabrication, notamment grâce aux mises à jour à distance, tandis que les calculateurs tendent à être regroupés autour d'architectures plus centralisées et plus puissantes.

C'est précisément à ce niveau que Honda et Nissan vont harmoniser une partie de leurs technologies. Leur coopération doit porter sur plusieurs calculateurs électroniques, leurs caractéristiques communes, l'architecture électrique et électronique qui les relie, mais également la couche logicielle faisant le lien entre les différents composants ainsi que les programmes contrôlant certaines fonctions du véhicule. Les équipes de recherche et développement des deux groupes travailleront donc sur des fondations techniques partagées, sans pour autant transformer leurs voitures en modèles identiques.

L'enjeu économique est considérable. Développer séparément ces systèmes oblige chaque constructeur à financer ses propres composants, logiciels, phases de validation et équipes d'ingénieurs. En partageant une partie de cet investissement, Nissan et Honda espèrent réduire les coûts, profiter d'effets d'échelle et surtout raccourcir leurs cycles de développement.

La fusion a échoué en 2025, mais la pression chinoise n'a pas disparu

Cette coopération aurait pourtant pu prendre une tout autre dimension. Nissan et Honda avaient commencé à étudier un rapprochement dès 2024 avant d'annoncer, en décembre de cette même année,



leur intention de créer une holding commune. Mitsubishi, dont Nissan est actionnaire depuis 2016, avait alors également envisagé de participer au projet. L'ambition était gigantesque. Le futur ensemble visait plus de 185 milliards de dollars, et plus de 18 milliards de bénéfice opérationnel. Mais les négociations ont rapidement buté sur la gouvernance du futur groupe. Honda a notamment envisagé de prendre le contrôle de Nissan, alors que le projet avait initialement été présenté sous la forme d'un rapproche-

ment plus équilibré. En février 2025, les deux entreprises ont officiellement abandonné leur fusion. Le problème industriel qui avait poussé les deux constructeurs à se rapprocher n'a cependant pas disparu. Les marques japonaises doivent désormais suivre le rythme de groupes chinois capables de développer très rapidement de nouvelles architectures électriques et électroniques, tout en affrontant des entreprises issues de la technologie comme Tesla sur le logiciel, les mises à jour à distance ou les aides à la

conduite. Pour des constructeurs historiques, continuer à tout développer seuls devient à la fois plus long et plus coûteux. Nissan et Honda conservent pourtant leurs propres stratégies. Nissan veut notamment étendre ses futures technologies de conduite assistée AI Drive à 90 % de sa gamme, en les intégrant progressivement à ProPilot. Honda, de son côté, a annoncé un investissement de 1 000 milliards de yens, environ 6,2 milliards de dollars, dans le logiciel, et prévoit de déployer son système d'exploitation Asimo OS sur une large palette de véhicules. L'accord devra donc faire cohabiter ces choix propres avec les briques techniques que les deux groupes auront décidé de mutualiser.

Après le logiciel, batteries et moteurs électriques pourraient aussi rapprocher les deux groupes

La coopération ne devrait d'ailleurs pas nécessairement s'arrêter aux calculateurs. Lors de leur protocole d'accord de 2024, Nissan et Honda avaient déjà étudié d'autres pistes : achats groupés de composants, partage de technologies de batteries ou encore utilisation commune de certains e-axes, ces ensembles réunissant généralement moteur électrique, transmission et électronique de puissance autour d'un même essieu.

Une telle stratégie n'a rien d'exceptionnel dans l'industrie automobile. Mutualiser des moteurs, des plateformes ou des usines permet depuis longtemps à des marques concurrentes de diminuer les investissements sans nécessairement perdre leur identité. Ce qui change avec cet accord est la nature des composants concernés. Là où les alliances portaient autrefois principalement sur des moteurs thermiques ou des plateformes, le logiciel, les puces et l'architecture électronique deviennent à leur tour des éléments suffisamment coûteux pour justifier des développements communs.

Mots fléchés

RENOWNED FRENCH ANTHEM		RUSSIA BEFORE PUTIN PROCEDURE		LIQUID ENERGY ITALIAN VOLCANO		SYMBOL FOR ALUMINIUM SYNTHETIC FIBRE		CITY ON THE FRENCH RIVIERA AFFIRM		SWISS TOWN HOLY MAN	
USUALLY SORROW							A WOUND IN THE FACE DIRIGIBLE				
					MILK PROTEIN FRENCH PASTRIES						
REPLACED BY DO CONTINENT			EAGLE'S NEST BROTHER OF MOSES						MOLLUSC		TIMOROUS
				VEGETABLES							
POPULAR DRINK	ATTACH TO THE WALL SELFISH					A PLACE FOR PIGS				HE LIVES IN PARIS	
				RESIDUE				JUST LIKE JAMES BOND UNLOCKED			
TOKEN		SASH FOR A JAPANESE KIMONO MAD				GREEK LETTER SIMILAR					ALMOST FIRST
				HIP HOP SINGERS HATCHETS							
INSIDE BRITISH COUNTY			INQUIRE WICKED				GREAT LAKE CAPITAL OF NORWAY				
					CHARGED ATOM GREEK LETTER				SYMBOL FOR SCANDIUM SHORT FOR ROYAL MARINES		
PUBS ACHIEVE								BRAZILIAN TOWN INTERNET CODE FOR ESTONIA			
						SWISS LAKE					
SHORT FOR CELLULOID				WIND INSTRUMENT					SHORT FOR NORTH DAKOTA		

PÉTROLE

Le Brent en hausse à plus de 92 dollars

Les cours du pétrole étaient en hausse mardi, portés par les tensions géopolitiques internationales. En début d'échanges sur le marché de Londres, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, gagnait 1,91% à 92,22 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en octobre, augmentait de 2,54% à 87,94 dollars.



ACCIDENT DE LA ROUTE
45 morts et 1830 blessés
en une semaine

Quarante-cinq (45) personnes ont trouvé la mort et 1830 autres ont été blessées dans 1451 accidents de la route survenus du 23 au 29 août 2026 dans plusieurs wilayas, indique mardi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tiaret avec 6 morts et 33 blessés dans 18 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 7481 interventions ayant permis de sauver 5543 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 1730 autres et d'évacuer 210 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute le bilan, déplorant, toutefois, le décès par noyade en mer de 7 personnes. S'agissant des opérations diverses, 6169 interventions ont été effectuées durant la même période pour le sauvetage de 410 personnes en situation de danger et l'exécution de 5098 opérations diverses d'assistance. Les secours de la Protection civile sont également intervenus pour l'extinction de 3861 incendies urbains et divers dans les wilayas de Sétif (277 incendies), Alger (244) et Skikda (191), alors que le dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes a procédé, durant la même période, à l'extinction de 761 incendies de couvert végétal à travers plusieurs wilayas.

APS

COOPÉRATION

Le Directeur général de la
Sûreté nationale en visite
de travail en Suisse

Le Directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, a entamé une visite de travail en Suisse, à la tête d'une délégation de hauts cadres de la Sûreté nationale, dans le cadre de la coopération policière entre les deux pays, indique mardi un communiqué de ces services. Le Directeur général de la Sûreté nationale a tenu, à Berne, des entretiens avec son homologue, la directrice de l'Office fédéral de la police suisse (Fedpol), Eva Wildi-Cortés, sur "les moyens de mettre en place des mécanismes de coordination et de coopération entre les polices des deux pays", précise la même source. Cette coopération bilatérale "couvre la formation, la lutte contre les différentes formes de criminalité organisée transnationale, la lutte contre les crimes économiques et financiers, la cybersécurité, les crimes liés à l'immigration clandestine et à la traite des êtres humains, et la lutte contre la drogue, et ce, face à la multiplication et à la complexité des menaces criminelles transnationales", ajoute le communiqué. Cette rencontre, qui intervient en concrétisation des dispositions de l'accord de coopération policière bilatérale entre l'Algérie et la Suisse, signé en juin 2025 à Alger, a été l'occasion pour les deux parties de "passer en revue l'état et les perspectives de la coopération policière bilatérale et d'échanger les vues sur nombre de questions d'intérêt commun, au service de la sécurité des deux pays", conclut le communiqué.

APS

GOUVERNEMENT

Le Président Tebboune procède
à un remaniement ministériel partiel

Par Zahir R.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, a procédé hier, après consultation du Premier ministre, à un remaniement ministériel partiel. Selon un communiqué de la présidence de la République, ce remaniement ministériel porte sur quatre départements ministériels. En effet, le président Tebboune a décidé de nommer Mohamed Lamine Lebbou au poste de ministre des Finances, en remplacement d'Abdelkrim Bouzred, en poste depuis février 2025. Le nouveau ministre des Finances, qui occupait le poste de gouverneur de la Banque d'Algérie depuis février 2026, aura de nombreux dossiers sur son bureau, notamment

l'élaboration de l'avant-projet de loi de finances 2027 et la poursuite des efforts de réforme bancaire. Un dossier auquel le chef de l'État accorde une grande importance et pour lequel il ne cesse d'appeler à l'accélération des réformes et à la modernisation du secteur bancaire, appelé à jouer un rôle de premier plan dans la diversification de l'économie nationale, mais surtout dans la mobilisation des fonds nécessaires à la concrétisation des projets d'investissement enregistrés auprès de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). Le secteur de l'Agriculture et de la Pêche a également vu l'arrivée d'un nouveau ministre. Il s'agit de Sid Ali Khaldi, qui succède à Yacine El Mehdi Oualid. Le nouveau ministre aura également une lourde mission, à savoir la poursuite de la modernisation du secteur, l'achèvement de la campagne de

moisson-battage et la préparation de la nouvelle campagne de labours-semailles 2026-2027. Le président de la République a également décidé de mettre fin aux fonctions d'Abdelhak Saihi à la tête du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, en nommant Mohamed Hattab, qui occupait le poste de Médiateur de la République depuis avril 2026. Par ailleurs, le portefeuille de la Communication a été confié à Mohamed Bouslimani, un homme de communication qui connaît bien le secteur, d'autant plus qu'il avait déjà occupé ce poste durant la période allant de novembre 2021 à juin 2023. Ce remaniement intervient dans le cadre de la poursuite de l'action gouvernementale et vise à renforcer la dynamique de mise en œuvre des priorités nationales dans les secteurs concernés.

ÉLECTIONS LOCALES

Le président de l'ANIE procède à l'installation
de 29 coordinateurs de wilayas de l'ANIE

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Saad Arous, a procédé à l'installation de 29 coordinateurs de wilayas de l'Autorité indépendante, en prévision de l'élection des membres des Assemblées populaires communales et de wilayas, prévue le 28 novembre prochain, indique mardi un communiqué de cette instance. L'opération, qui s'est déroulée lundi soir par visioconférence, s'inscrit dans le cadre des prépa-

ratifs en cours pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales et de wilayas, suite à la convocation du corps électoral, et en application des dispositions de l'article 30 de la loi organique relative au régime électoral, modifiée et complétée. Ont ainsi été installés les coordinateurs des wilayas de Chlef, Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna, Biskra, Blida, Tamanrasset, Alger, Jijel, Sétif, Saïda, Skikda, Sidi Bel Abbès, Annaba, Guelma,

Constantine, Médéa, Mostaganem, Ouargla, Oran, Boumerdès, El Oued, Tipasa, Mila, Aïn Defla, Naâma, Relizane, Messaâd et Bou Saâda. Dans ce cadre, M. Arous a souligné que l'installation des coordinateurs de wilayas vient "renforcer la disponibilité institutionnelle et sur le terrain de l'ANIE", insistant sur "la nécessité pour les coordinateurs de wilayas de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et de

faire preuve de neutralité, d'intégrité et d'indépendance dans l'exercice de leurs fonctions". Il a, à cet égard, appelé les nouveaux coordinateurs à assumer leurs responsabilités avec "rigueur et efficacité", tout en "renforçant la coordination et la synergie avec les différents intervenants dans le processus électoral, en vue de contribuer au bon déroulement de cette échéance électorale", conclut le communiqué.

APS

65° ANNIVERSAIRE DE LA PREMIÈRE CONFÉRENCE
DU MOUVEMENT DES NON-ALIGNÉS

Tebboune réaffirme l'attachement de l'Algérie
aux principes du non-alignement

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué, hier, que le non-alignement est un choix souverain renouvelé, imposé par les profondes transformations que connaît le monde, soulignant que le principe de souveraineté est indivisible et que l'application du droit international ne saurait être sélective. Dans une allocution adressée à la Réunion de haut niveau commémorant le 65e anniversaire de la première Conférence du Mouvement des non-alignés (MNA), qui se tient à Belgrade (Serbie), lue, en son nom, par la présidente de l'Assemblée populaire nationale, Mme Khalida Boufedech, le président de la République, a précisé que "l'Algérie, qui évoque aujourd'hui l'héritage et les positions historiques du Mouvement, réaffirme que le non-alignement n'est ni une posture du passé ni un simple rêve diplomatique passager, mais un choix souverain renouvelé, imposé par les profondes transformations que connaît le monde". "Le principe de souveraineté est indivisible et l'application du droit international ne saurait être sélective, de même que le respect de la lé-

galité internationale ne peut être soumis à une politique de deux poids deux mesures", a insisté le président de la République. La situation en Palestine, avec "la poursuite de l'expansion israélienne agressive dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, les graves violations du droit international et du droit humanitaire et la catastrophe humanitaire provoquée par cette guerre régionale de grande ampleur, se répercutent négativement et de manière considérable sur les pays membres de notre Mouvement et placent la communauté internationale devant une responsabilité historique qui ne saurait être plus longtemps différée", a poursuivi le président de la République. "Cette situation nous impose de nous attacher davantage à nos principes, en tant que bloc uni et solidaire, afin de renforcer notre rôle, en tant que plus grande coalition internationale après l'Organisation des Nations unies, dans la réalisation de la paix et la consolidation de la sécurité et de la stabilité internationales", a-t-il soutenu. A la lumière de ces graves développements, le président de la République s'est

adressé aux pays non-alignés en disant qu'"il est légitime de nous interroger constamment sur notre responsabilité collective et sur l'efficacité de nos contributions à la résolution des questions justes, à faire entendre la voix du droit et à placer la légalité internationale au-dessus de toute autre considération, d'autant que nous disposons d'une large représentation internationale regroupant plus de 120 Etats, ce qui fait de nous une force agissante et une voix collective unique, influente sur le cours des événements sur la scène internationale". Après avoir rappelé les positions qu'a toujours prônées l'Algérie, en tant que "Mecque des révolutionnaires et fervente défenseuse des causes justes dans le monde", le président de la République a affirmé que l'Algérie se réjouit vivement de "l'engagement ferme et indéfectible" du Mouvement des non-alignés à "soutenir les buts et principes de la Charte des Nations Unies, à l'instar de l'égalité souveraine entre les Etats, du règlement pacifique des différends et du droit des peuples à l'autodétermination".

R E.